

UNIVERSITÉ DE PARIS -- FACULTÉ DE DROIT

**THÉORIE DES DISPOSITIONS DÉPENDANTES
ET INDÉPENDANTES
EN MATIÈRE D'ENREGISTREMENT
ET DE TIMBRE**

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 28 mai 1938 à 14 heures

PAR

JEAN-MARIE CHARLOT

JURY	}	<i>Président</i>	M. HAMEL.
		<i>Suffragants</i>	MM. CASSIN. EISMEIN.

REIMS

Imprimerie du Nord-Est, 15, rue des Telliers

1938



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41553032_0024

UNIVERSITÉ DE PARIS -- FACULTÉ DE DROIT

THÉORIE DES DISPOSITIONS DÉPENDANTES
ET INDÉPENDANTES
EN MATIÈRE D'ENREGISTREMENT
ET DE TIMBRE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 28 mai 1938 à 14 heures

PAR

JEAN-MARIE CHARLOT

JURY	}	<i>Président</i>	M. HAMEL.
		<i>Suffragants</i>	{ MM. CASSIN. EISMEIN.

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



INTRODUCTION

L'Administration de l'Enregistrement, pour percevoir l'impôt, analyse les actes qui lui sont présentés.

Si l'acte ne contient qu'une seule disposition (un contrat de donation pure et simple par exemple), l'Enregistrement ne percevra qu'un seul droit.

Lorsqu'un même acte contient plusieurs dispositions, il y a lieu d'examiner si elles forment un tout, c'est-à-dire si elles sont dépendantes, ou si elles sont indépendantes.

Dans le premier cas, elles ne seront pas soumises à plusieurs droits.

Dans le second, chaque disposition devra supporter un droit suivant sa nature.

Nous avons pensé utile d'examiner les règles qui, pour la même question, régissent le droit de Timbre. Nous les comparerons avec celles de l'Enregistrement, car souvent elles s'opposent.

Nous étudierons d'abord la distinction des dispositions dépendantes et indépendantes, en cherchant à dégager le critérium de la disposition dépendante; puis à quels signes on reconnaît la disposition principale.

Nous étudierons ensuite les modifications apportées depuis la loi de Frimaire à notre matière, pour certaines dispositions indépendantes.

Le nouvel article 7 du Code, a modifié dans beaucoup de cas le principe : « un droit par disposition indépendante. »

Enfin nous examinerons, lorsqu'un seul droit est perçu, quelle est la nature de ce droit.

La règle qui soumet, à un droit unique, toutes les dispositions dépendantes d'un même acte, n'est pas récente.

Elle est apparue en 1676.

L'ancien Droit l'a toujours conservée.

On peut citer un exemple, l'article 182 « du règlement pour la perception du droit de contrôle sur les actes des notaires (vingt mars mil sept cent huit) » :

« Pour les actes contenant différentes dispositions entre les mêmes parties, il ne sera payé qu'un seul droit. »

Le droit intermédiaire conserve la même règle.

Le décret des 5-19 Décembre 1790 qui fond sous le nom d'Enregistrement les anciens droits d'insinuation et de contrôle, ne soumet à un droit particulier que les dispositions « qui ne dérivent pas nécessairement les unes des autres. »

Enfin la loi du 22 Frimaire An VII emploie pour la première fois l'expression « Dispositions Indépendantes » (article 11).

Nous avons pensé qu'il était préférable de ne pas consacrer un chapitre spécial à l'historique, mais d'en rappeler pour chaque chapitre, les notions nécessaires.

CHAPITRE I

DISTINCTION DES DISPOSITIONS DEPENDANTES ET INDEPENDANTES

A quels signes reconnaît-on que deux dispositions sont dépendantes ou indépendantes l'une de l'autre ?

Ce ne sont pas les mêmes règles pour le Timbre et pour l'Enregistrement. Avant d'étudier dans une première section les règles de l'Enregistrement et dans une seconde celles du Timbre, examinons une condition commune aux deux : que toutes les dispositions dont il s'agit soient réunies dans un MEME ACTE.

Cette nécessité de réunir toutes les dispositions dans un même acte est exigée par les articles 5, 6 et 7 C. E. qui mentionnent expressément la nécessité d'un acte.

Article 5. — La quittance donnée ou l'obligation consentie par le même ACTE ne peut être sujette à un droit particulier d'Enregistrement.

Donc, à contrario, si la quittance est donnée par un acte

différent, elle sera sujette à un droit particulier, c'est-à-dire qu'elle sera considérée comme une disposition indépendante de la vente.

Le Code du Timbre s'exprime en termes analogues.

Article 12. — Il ne peut être fait ni expédié deux actes à la suite l'un de l'autre sur la même feuille de papier timbré.

La Cour de Cassation à qui, malgré la netteté des termes employés, la question a été posée, y a répondu par un arrêt de la Chambre des Requêtes du 12 Juin 1925 (S. 1926-1-350) :

« Attendu que l'affranchissement de l'impôt accordé par l'article 10 de la loi de Frimaire (Art. 5 C. E.) est subordonné à la condition expresse que la quittance soit donnée par l'acte même qui a réalisé la transmission des biens. »

Précisons maintenant ce qu'il faut entendre par ACTE. Trop souvent, dans le langage du Droit, il y a confusion entre les deux sens du mot : ACTE.

Tantôt il désigne une opération juridique, et correspond au latin « negotium », tantôt il désigne un écrit probatoire et correspond au latin « instrumentum » (d'où quelques fois le nom d'actes instrumentaires).

Au point de vue du Timbre et de l'Enregistrement, ACTE doit être pris dans le sens « instrumentum ».

C'est évident pour le Timbre (matérialité de l'assiette de cet impôt).

L'Enregistrement distingue les droits d'acte, et ceux de mutation verbale (art. 2 C. E.). Dans l'expression « Droits d'Actes », Acte signifie « Instrumentum ».

Pour les mutations verbales, l'impôt est dû, qu'il y ait ou non un écrit.

S'il n'a pas été rédigé d'écrit, les parties doivent y suppléer, par une déclaration souscrite au bureau de l'Enregistrement compétent.

Mais, s'il n'est pas rédigé d'écrit, les parties ne pourront pas

bénéficier de la dépendance qui pourrait exister entre plusieurs dispositions de leur convention.

D'abord, l'article 6 C. E. exige la rédaction d'un acte.

De plus, la déclaration faite au Receveur ne peut qu'être sommaire. Elle supplée à l'acte que, par un sentiment d'économie mal compris, ou pour tous autres motifs, les parties n'ont pas cru devoir dresser.

Si, par exemple, il n'a pas été dressé d'acte de vente, on ne pourra pas y mentionner la quittance du prix.

Les parties pourront se contenter d'un simple reçu, sur lequel elles colleront des timbres quittances. Mais si un jour une contestation s'élève, et qu'il faille présenter ce reçu au Tribunal pour prouver le paiement, il faudra le faire enregistrer.

Remarquons d'ailleurs que, dans la pratique, pour les mutations verbales, on dresse un acte pour garder une preuve ; le législateur considère que c'est la situation normale, et il le montre par la façon dont il a rédigé les articles 92, 93, 96 et 97 : « A défaut d'acte, il y sera suppléé par des déclarations », dit-il.

Ce qui prouve que ce sera quelque chose d'anormal.

L'article 92 précise même que les mutations de propriété et d'usufruit entre vifs de biens immobiliers sont soumises à l'enregistrement « lors même que les parties prétendraient qu'il n'existe pas de conventions écrites ».

Au point de vue fiscal, on entendra par ACTE tout écrit ayant pour but de constater des faits juridiques, et présenté à la formalité de l'Enregistrement.

La convention, ici, ne sera rien, l'acte sera tout. Des conventions multiples pourront se révéler dans un acte unique, et une seule convention pourra nécessiter la rédaction de plusieurs actes.

Il faut se placer à un point de vue purement matériel.

Authentique ou rédigé sous seings privés, l'acte devra obligatoirement, pour bénéficier éventuellement de la dépendance de plusieurs dispositions, être rédigé en un seul contexte.

On devra énoncer au début de l'acte les noms et domicile des parties, et s'il y a lieu du notaire et des témoins. Enfin tous devront signer à la fin de l'acte.

C'est ce qu'a décidé la Cour de Cassation belge dans un arrêt du 7 Février 1889 (Pass 1889-1-117).

L'acte de vente à la suite duquel est intervenu cet arrêt avait été rédigé conformément aux dispositions de la loi du vingt-cinq Ventôse An XI.

Son article 9 exigeait qu'un acte notarié soit reçu par deux notaires ou un notaire assisté de deux témoins.

Cette disposition a été abrogée en France par une loi du 12 Août 1902.

Maintenant, sauf certaines exceptions (entre autres les testaments, certaines donations, leur révocation, leur acceptation et les procurations pour accomplir ces mêmes actes) le notaire peut recevoir seul les actes de son ministère.

Deux religieuses avaient vendu la moitié de deux baux emphytéotiques à deux autres religieuses ; l'acte était conclu comme suit :

« Dont acte fait et passé à Courtrai, le treize mai mil huit cent « quatre-vingt-six pour les Dames Raepsaet et Delannoy (les « acheteuses) et Clément (une des vendeuses) en présence des « sieurs de Brauwere et Ryckvoort (témoins requis), lesquels ont « signé avec les comparantes et nous, Notaire ; lecture faite (puis « les signatures y compris celle du notaire) ;

« Fait et passé à Sweveghem, pour la dame comparante Muylle « (l'autre vendeuse le 13 Mai 1886 en présence des Sieurs Viane et « Pamelaere, témoins requis, lesquels ont signé avec la comparante « et nous, Notaire, après lecture faite (suivent les signatures). »

L'Enregistrement prétendit qu'il y avait là deux actes et réclama une amende parce que le tout avait été écrit sur une seule feuille de papier.

Le jugement intervenu après l'opposition du notaire à la contrainte déclara que « l'acte signé par le notaire, deux témoins, une des cédantes et les deux cessionnaires est un acte ayant tous ses effets juridiques entre les parties qui l'ont signé, que si ultérieurement l'autre cédante, non comparante, quoique indiquée au premier acte, par la seconde clôture signée par elle, le notaire, et deux témoins, fait sien le contexte du premier acte, cette clôture est bien un second acte ayant ses effets juridiques entre elle, cédante, et les cessionnaires inscrites dans le premier acte, qu'ainsi il y avait deux actes. »

Pourvoi en Cassation par le notaire. En concluant au rejet du pourvoi, le Procureur Général disait : « laissant de côté les conventions des parties qui ne peuvent se traduire qu'en paroles, la loi s'en tient aux actes qui seuls sont soumis à la formalité, désignant par cette expression tout écrit ayant pour objet de constater des faits juridiques... Entre l'accord des parties et l'acte qui la manifeste, au regard du Timbre (et de l'Enregistrement) il n'y a nulle relation. » La Cour a rejeté le Pourvoi.

« Attendu que par l'expression ACTE, cet article (23 de la loi du 13 Brumaire An VII, art. 12 C.T.) entend un écrit ayant pour objet de constater un fait juridique. Attendu... que l'acte qui a été dressé à Courtrai le 13 Mai 1886... n'a été signé indépendamment du notaire et des témoins que par les deux cessionnaires et l'une des cédantes, et que ce n'est qu'ultérieurement que l'autre cédante a fait sien le contexte dudit acte en signant avec le notaire et deux autres témoins une seconde clôture du même acte.

« Attendu... que les deux cessions de parts distinctes ont été consenties séparément par les Dames Clément et Muylle, et qu'elles ont été contresignées par le notaire... en des temps différents, en présence de témoins également différents, et qu'il a fait suivre chacune d'elles dans des clôtures spéciales des mentions prescrites par la loi du 25 Ventôse, An XI... que c'est donc à bon droit que le jugement a conclu que l'écrit contenait deux actes. »

SECTION I

Enregistrement

La distinction des dispositions dépendantes et indépendantes est basée sur l'article 6 du Code d'Enregistrement.

Article 6. — Lorsque dans un acte quelconque, soit civil, soit judiciaire ou extrajudiciaire, il y a plusieurs dispositions indépendantes ou ne dérivant pas nécessairement les unes des autres, il est dû pour chacune d'elles, et selon son espèce, un droit particulier.

Il faut en conclure par a contrario, que lorsque les dispositions dérivent nécessairement les unes des autres, il n'est pas dû pour chacune d'elles un droit particulier.

En plus de cette règle générale le Code a tranché quatre cas spéciaux :

1° LES QUITTANCES.

Art. 5. — Dans le cas de transmission de biens, la quittance donnée, ou l'obligation consentie par le même acte pour tout ou partie du prix entre les contractants, ne peut être sujette à un droit particulier d'Enregistrement. Si la quittance était donnée par acte différent, elle serait soumise au droit de 1 %. Nous avons déjà cité l'arrêt de la Chambre des Requêtes du 12 Juin 1925 (S. 26-1-350).

2° CERTAINES CLAUSES DES CONTRATS DE MARIAGE ET DES TESTAMENTS.

Art. 332. — 4° Sont enregistrés au droit fixe de 75 frs : les testaments et tous autres actes de libéralité qui ne contiennent que des

dispositions soumises à l'évènement du décès, et les dispositions de même nature qui sont faites par contrat de mariage entre les futurs, ou par d'autres personnes.

Art. 368. — Les contrats de mariage qui ne contiennent d'autres dispositions que les déclarations de la part des futurs, de ce qu'ils apportent eux-mêmes en mariage, et se constituent sans aucune stipulation avantageuse pour eux, sont assujettis à un droit de 0,50 %.

La reconnaissance y énoncée par le futur d'avoir reçu la dot apportée par la future, ne donne pas lieu à un droit particulier.

Ainsi échappent à tout droit particulier comme constituant de simples conventions de mariage, la clause d'adoption de régime de communauté légale, du régime dotal, de la communauté universelle, ou enfin la clause d'ameublement.

3° LES ACTES DE CONSTITUTION ET DE PROROGATION DE SOCIÉTÉ, qui ne contiennent ni obligation, ni libération, ni transmission de biens, ne sont assujettis qu'à un seul droit, calculé sur le montant total des apports mobiliers et immobiliers, déduction faite du passif (art. 43), et dont le montant est de 3 % (art. 345).

Les actes de dissolution de société, s'ils remplissent les mêmes conditions, sont frappés par un droit fixe de 75 francs (Art. 332, 3°).

De ces textes, il résulte que si dans un acte de Société, il existe une clause emportant libération, obligation ou transmission de biens, c'est une disposition indépendante de l'acte de Société et par conséquent soumise à un droit particulier.

4° LES CAUTIONNEMENTS.

L'article 360 dit formellement que le cautionnement est une disposition indépendante de la convention cautionnée.

L'article 6 du Code, et ces quatre cas particuliers ne nous

fournissent pas d'indications suffisantes, pour pouvoir toujours distinguer les dispositions dépendantes des dispositions indépendantes.

Si toutes les clauses d'un acte sont précises et faciles à séparer les unes des autres, il n'y a pas de difficultés.

Primus vend sa maison à Secundus, qui par le même acte la lui loue. Il y a ici deux dispositions indépendantes : une vente et un bail. Seulement, dans la pratique, on se trouve en présence d'actes beaucoup plus compliqués.

Voici deux exemples empruntés à la jurisprudence :

Une jeune fille se marie. Ses parents lui constituent en dot un immeuble. Mais ils s'en réservent la jouissance, et, en compensation, s'engagent à servir une rente à leur fille.

Y avait-il là une seule ou bien deux dispositions ? Donation d'une propriété et constitution de rente ?

Une ville loue à une Société pendant un certain temps un terrain sur lequel s'élèvent des constructions. La Société s'engage à les démolir, et à en reconstruire d'autres dont la Ville sera propriétaire. Mais il est convenu que pendant la durée du bail du terrain, la Société touchera les loyers des immeubles. Enfin, pour lui permettre de construire, la Ville lui avance l'argent nécessaire.

Ce contrat est-il une seule convention ou bien comporte-t-il un bail et un marché de travaux ?

Pour résoudre ces questions, nous allons examiner l'opinion des auteurs, celle de l'Administration, et les solutions de la jurisprudence. Enfin, nous tenterons d'en dégager une définition des dispositions dépendantes et des dispositions indépendantes.

I. — Opinion des auteurs

Au point de vue chronologique, on peut les classer en trois groupes :

- a) Aussitôt la loi de Frimaire, avant qu'il n'y ait beaucoup de jurisprudence sur cette question : Championnière et Rigaud ;

- b) Pendant que la jurisprudence s'élaborait : Demante, Naquet, Wahl ;
- c) Les auteurs modernes : MM. Allix et Lecerclé, Cassin, Gothot, Hamel et Pilon.

Championnière et Rigaud furent les premiers à s'occuper d'une façon systématique de la loi de Frimaire. Ils étaient Avocats, et s'intéressèrent davantage à la pratique qu'à la théorie.

A propos de la théorie des dispositions dépendantes et indépendantes, ils se contentent de dire : « Cette règle est un axiome en matière d'impôts... Les lois relatives au droit d'enregistrement contiennent un grand nombre de dispositions qui supposent ce principe. » (N° 772, p. 615).

Un peu plus loin, ils reconnaissent que si le principe n'est pas contesté, et si sur lui on est d'accord, les difficultés commencent à partir du moment où l'on doit déterminer ce que l'on entend par une même disposition. Ils estiment qu'on ne peut pas établir de formules générales. Savoir quand une disposition sera ou non dépendante sera toujours une question d'espèce qu'une règle absolue ne résoudra jamais.

Les auteurs qui viennent ensuite : Demante, Naquet, Walh, qui tous trois furent professeurs de Droit, ont cherché, contrairement à l'opinion de Championnière et Rigaud, une formule générale.

Le premier en date, Demante, se place à un point de vue subjectif. « Une disposition est dépendante d'une autre quand elle est non pas son motif, sa cause éloignée (*causa remota*), mais sa cause immédiate (*causa proxima*).

Les dispositions seront dépendantes, lorsque l'une d'elles ne pourrait se concevoir sans les autres, ou bien lorsqu'aucune d'elles ne pourrait se concevoir isolément.

Naquet et Walh sont partisans du point de vue objectif. Pour Naquet, sont des dispositions dépendantes, seulement celles qui sont de l'essence du contrat, en sorte que le contrat n'existerait pas si

l'une d'elles seulement faisait défaut (ainsi dans la vente, l'obligation de payer le prix).

Il faut d'après lui rapprocher les articles 10 et 11 de la Loi de Frimaire (5 et 6 C. E.). L'article 10 prévoit uniquement les dispositions qui sont de l'essence de l'acte, d'où il suit que les dispositions qui n'ont pas ce caractère ne peuvent bénéficier de l'exemption.

L'article 11 s'exprime de façon plus générale, mais il n'est que le développement et la contre-partie du précédent.

Wahl considère comme disposition dépendante celle qui règle un point que le contrat ne pourrait pas ne pas régler (p. 145). Une disposition dont l'acte pourrait se passer est indépendante même si dans l'intention des parties, elle était inséparable de l'acte (p. 146).

Walh se sépare de Naquet sur un point. Il n'admet que la dépendance réciproque. Les dispositions doivent dériver nécessairement les unes des autres. Il ne suffit donc pas que l'une d'elles soit essentielle au contrat (p. 146).

Naquet admettait la dépendance accessoire (N° 124, p. 212). Il ne faut pas exiger que chacune des dispositions stipulées forme un élément essentiel du contrat. Il suffit que l'une des deux ait ce caractère.

Enfin, si Walh admet que la volonté des parties ne peut pas en liant deux dispositions, les rendre dépendantes, il admet qu'en rédigeant mal leur écrit, les parties enlèvent le caractère de dépendance à des dispositions qui en réalité pouvaient l'avoir. « Les parties peuvent faire un contrat unique dans lequel l'obligation de l'une des parties sera le prix de l'obligation de l'autre, ou faire dans un même contexte deux contrats, où ces obligations seront distinctes. » La volonté des parties n'a ainsi qu'un rôle purement négatif.

Les points de vue de Naquet et de Walh sont beaucoup trop étroits. Avec ce système, les stipulations de garantie seront toujours considérées comme des dispositions indépendantes.

On ne peut pas non plus accepter la théorie subjective. Dans la pensée des contractants, les diverses dispositions d'un acte sont toujours liées.

Secundus achète à Primus sa maison, mais la lui loue. Dans la pensée de Primus, les deux dispositions sont liées. Il n'a vendu la maison que parce qu'on accepte de la lui louer. Secundus n'a acheté que parce qu'il était sûr d'avoir un locataire. Pour les parties, ces deux dispositions dépendent étroitement l'une de l'autre, et cependant ce seront deux dispositions indépendantes.

Les Auteurs actuels, à l'exception de M. Gothot, admettent qu'il faut s'attacher aux deux critères.

M. Gothot, qui est Belge, n'admet que le critérium objectif.

« Pour qu'il y ait disposition dépendante, il faut qu'il y ait unité d'opération juridique, unité qui s'apprécie, abstraction faite de l'intention des parties.

« Cette unité doit s'apprécier aux yeux de la loi civile d'abord (car la loi fiscale reste sous la dépendance étroite de la loi civile), puis à ceux de la loi fiscale (P. 112, N° 20).

M. Pilon définit : « Est indépendante toute disposition qui pourrait être éliminée de l'acte sans qu'il cesse d'être complet en lui-même, et de produire ses effets juridiques normaux, compte tenu à la fois de l'intention des parties et des dispositions de l'acte prises abstractivement. »

M. Hamel estime que les dispositions sont dépendantes à une double condition :

a) Que la volonté des parties ait lié intimement les deux dispositions ;

b) Que prises indépendamment de la volonté des parties, elles concourent à la formation du contrat principal et en forment les éléments corrélatifs et nécessaires.

II. — Opinion de l'Administration

Plus on sera libéral pour admettre un rapport de dépendance entre deux dispositions, moins le fisc pourra percevoir de droits.

La théorie subjective, très libérale sur ce point, n'a jamais eu les faveurs de la Régie de l'Enregistrement.

Elle a toujours soutenu une théorie objective.

Pour l'affaire de Rainneville soumise à la Cour de Cassation le 21 Août 1871, l'Administration expose sa pensée sur la théorie des dispositions dépendantes et indépendantes dans un mémoire, que l'instruction 2456 du 19 Octobre 1872 n'a fait que recopier.

« Pour qu'une disposition soit réputée dépendre d'une autre, et en dérive nécessairement, il faut que l'une et l'autre contribuent à la formation du contrat et qu'elles en soient indivisément les éléments essentiels. » Ainsi, pour attribuer à une disposition le caractère de dépendance, il ne suffit pas que dans la pensée des contractants, elle eût été stipulée en vue de concourir à la réalisation d'une convention qui, dans une fin unique, embrassait plusieurs objets.

Dans l'espèce, M. de Rainneville s'était marié avec une Russe. Les parents de la jeune femme lui avaient constitué en dot deux immeubles situés en Russie.

Mais aux termes du contrat, les parents se réservaient l'usufruit des immeubles donnés, et en compensation donnaient à leur fille une rente de 9.000 roubles. Ils précisaient : « qu'aucune année de disette ne pourrait empêcher l'exact acquittement de la dite somme. »

A l'Enregistrement en France d'une expédition du contrat (l'original avait été établi devant le Consul de France de Dresde), on ne perçut que 10 francs pour la donation d'immeubles situés à l'Etranger. Mais la Régie, par voie de contrainte, réclama le paiement d'un droit proportionnel de donation entre vifs en raison de la constitution à la future de la rente viagère payable en France.

Opposition des parties, puis pourvoi en Cassation à la suite d'un jugement du Tribunal de la Seine qui les déboutait de cette opposition.

L'Administration soutenait que : pour atteindre le but qu'elles se proposaient (procurer des ressources au jeune ménage) les parties avaient fait deux dispositions :

- a) Transmission d'un immeuble avec réserve d'usufruit ;
- b) Constitution d'une rente viagère payable en France.

Pour les parties, dit l'Administration, il y a une dépendance intime entre les deux dispositions. C'est parce qu'il y avait réserve d'usufruit qu'il y a eu constitution de rente.

Or, on peut fort bien concevoir la transmission d'une nue-propriété seule, et la constitution d'une rente seule.

Ainsi l'Administration adopte un critérium purement objectif.

A propos de l'affaire de la Société du Quartier de Groslé, à Lyon, l'Administration a encore accentué sa pensée.

Dans une de ses réponses à la Régie de l'Enregistrement, la Société du Quartier de Groslé prétendait que la dépendance ne devait pas être seulement juridique, mais qu'il fallait parler d'une dépendance effective créée dans l'intention commune des contractants, et caractérisée par la possibilité en quelque sorte matérielle de trouver dans les diverses stipulations du même acte la matière de plusieurs contrats.

Ce serait la création d'une dépendance purement contingente, dérivant de la volonté des parties; susceptible de varier suivant les conditions particulières de chaque contrat, en somme l'opposé de la théorie de l'Administration.

Aussi s'est-elle élevée contre cette prétention.

« Pour attribuer à une disposition le caractère de dépendance, il ne suffit pas que dans la pensée des contractants, elle eut été stipulée en vue de concourir à la réalisation d'une convention, si elle n'était pas elle-même comprise dans cette convention. »

L'Administration a repris la même formule dans l'instruction 3.978, paragraphe 4 de Février 1928.

L'Administration considère sa théorie comme définitivement assise, et en général dans ses instructions à propos de dispositions dépendantes et indépendantes, se contente de rapporter la décision de la Cour Suprême sans commentaires.

On peut donner comme exemples :

les instructions 3.185 § 2 du 5 Avril 1905
3.228 § 2 du 7 Déc. 1907
3.413 § 4 du 30 Juin 1914
3.700 § 1^{er} du 15 Juil. 1921
3.872 § 1^{er} du 28 Nov. 1925

En résumé, l'Administration ne s'occupe pas de l'intention des parties.

Une telle attitude de la part de la Régie de l'Enregistrement est normale ; elle perçoit un impôt et c'est son rôle de chercher à lui faire rendre le plus possible.

III. — La Jurisprudence

Si des conflits naissent entre les Contribuables et l'Administration, les tribunaux sont appelés à les trancher. En principe, ils auront le dernier mot dans l'affaire (car il arrive que l'Administration obtienne le vote d'une loi qui supprime les effets d'une jurisprudence qui lui est contraire).

C'est à propos de l'affaire de Rainneville, dont nous avons déjà parlé, que la Cour de Cassation a fait connaître son opinion sur la question des dispositions dépendantes et indépendantes.

Elle a conclu au rejet du pourvoi, partageant la façon de voir de l'Administration.

L'Avocat général Blanche avait proposé un critérium très objectif (S. 72 I 441 - D. 73 I 81).

« A un point de vue général, disait-il, toutes les dispositions d'un acte sont dépendantes, puisqu'elles forment le contrat, et qu'en les dissociant, on rompt l'unité et l'effet des engagements. Mais il est manifeste qu'il ne s'agit pas dans l'article II (art. 6 C. E.) de cette dépendance conventionnelle. Il faut plus. Il faut que les dispositions soient réunies par un lien juridique tel que l'une n'existerait pas sans l'autre. »

La Cour n'a pas suivi l'Avocat général aussi loin. Son critère est exagéré, il aurait réduit à un squelette la théorie des dispositions dépendantes.

La Cour a jugé :

« Pour soustraire à la pluralité des droits les diverses dispositions d'un même acte, il faut que non seulement ses dispositions aient été liées entre elles dans l'intention des parties, mais de plus, que prises abstractivement, elles concourent ensemble à la formation d'un contrat principal, et en constituent les éléments corrélatifs et nécessaires. »

Pour que deux dispositions du même acte soient considérées comme dépendantes, il va falloir qu'elles subissent victorieusement un double examen.

Il faudra d'abord qu'elles soient dépendantes dans l'intention des parties. Cela se verra par exemple à la façon dont l'acte sera rédigé, ou au but poursuivi par les parties.

Dans l'affaire de Rainneville, cette première condition était remplie. La donation de la nue-propriété et la constitution de rente n'avaient qu'un seul but : procurer des ressources au jeune ménage. Dans l'intention des parties, les deux dispositions étaient dans une étroite dépendance.

Les parties ont donc un rôle ; malheureusement il est négatif, car si à la lecture de l'acte, on s'aperçoit qu'elles n'ont pas voulu rendre les deux dispositions dépendantes, le Receveur percevra sur chacune un droit. Mais si les parties ont voulu établir un lien entre les deux dispositions, il faudra encore examiner si, sans tenir compte de leurs intentions, ces dispositions sont encore dépendantes.

Ici, c'est beaucoup plus délicat. Quand pourra-t-on dire que deux dispositions sont les éléments nécessaires d'un acte ?

Une garantie n'est pas indispensable à la perfection d'une vente.

Devra-t-on la considérer comme une disposition indépendante ?

Le critère de la Cour serait beaucoup trop étroit si elle l'avait

appliqué à la lettre. Dans la pratique, elle tient compte de l'intention des parties. Sa formule est mauvaise.

Pour le contrat de Rainneville, il était incontestable que les deux dispositions étaient indépendantes.

On peut donner séparément ou la nue-propriété d'un immeuble ou une rente. ,

D'ailleurs, les parties avaient désolidarisé la valeur de la rente et celle de l'usufruit, puisqu'il était stipulé qu'aucune année de disette ne devait empêcher l'exact acquittement de la somme annuelle.

Il semble qu'il y avait un vice de rédaction de l'acte. Pourquoi les parents se réservaient-ils l'usufruit de l'immeuble donné, puisque pour compenser la perte subie par le jeune ménage, ils lui servaient une rente ?

Le contrat aurait pu stipuler que les parents se chargeaient de percevoir les revenus de l'immeuble donné, et de les envoyer en France à leur fille. Ils n'auraient été que mandataires.

Pour éviter au jeune ménage une diminution de revenu les années de disette, on aurait pu convenir que les parents enverraient chaque année la même somme, quel que soit le montant de ce qu'ils touchaient. Ce contrat, à l'époque, n'avait pas besoin d'être enregistré, d'autant plus qu'il intervenait à propos de revenus à percevoir à l'étranger et qu'il était inutile de le faire enregistrer en France.

La Cour de Cassation a maintenu sa théorie.

« D'où il suit que pour soustraire à la pluralité des droits les dispositions diverses d'un même acte, il ne suffit pas qu'elles aient été liées entre elles dans l'intention des parties contractantes ; il faut encore que ces dispositions soient les unes par rapport aux autres, dans une dépendance juridique telle, qu'elles soient toutes les éléments corrélatifs et nécessaires d'un contrat unique », dit un Arrêt de la Chambre Civile du 14 Décembre 1896 (S. 98-1-97).

La Chambre des Requêtes s'exprime à peu près de la même façon (Req. 5 Mars 1907, S. 1909-1-46) :

« Il ne suffit pas que les diverses dispositions (de l'acte) aient été liées dans l'intention des parties; mais que prises abstractivement, elles concourent à la formation d'un contrat principal et en constituent les éléments corrélatifs et nécessaires. »

On peut encore citer :

Gaz. de Lyon. Req. 17 Mars 1905 (S. 1906-1-523) ;

Aff. Sarazin-Levassor. Civ. 17 Déc. 1924 (S. 26-1-345).

Aff. Fieuzet. Req. 2 Févr. 1914 (S. 1918-19-1-141).

Les Tribunaux ont eux aussi adopté la théorie de la Cour de Cassation. Le Tribunal de Lyon jugeait ainsi le 2 Mars 1902 (D. 1908-1-330) :

« Attendu que de ces règles nettement posées (art. 5 et 6 C. E.) il résulte que :

« 1° L'ensemble des dispositions d'un acte sont entre elles dans une étroite relation de dépendance lorsqu'elles sont nécessairement subordonnées les unes aux autres.

« 2° L'intention des parties est impuissante à leur assigner ce caractère, car il serait toujours aisé aux contractants de prétendre et d'affirmer que sans la co-existence de chacune d'elles dans la convention, ils ne l'auraient point accepté.

« 3° Dans cet examen, il faut s'attacher à la nature, aux effets et aux caractères juridiques des dispositions de l'acte. »

Le Tribunal de la Seine, pour prendre un exemple récent, jugeait le 30 Octobre 1936 (J. E. Mars 1937, art. 35-273) :

« Attendu que l'indépendance des conventions est caractérisée par le fait qu'on y trouve les éléments juridiques constitutifs de contrats divers. Attendu que l'indépendance des conventions s'apprécie sans tenir compte de la volonté des parties contractantes, ni de la situation de fait qu'elles ont créée, mais d'après le caractère que présentent lesdites conventions au seul point de vue juridique. »

IV. — La Formule proposée

Que faut-il conclure de cet exposé ?

Le critère subjectif est très séduisant. On s'occupe seulement de savoir si les parties ont eu en vue une opération unique. Si oui, un seul droit est dû. En faveur de ce système, on peut invoquer le principe de la liberté des conventions qui devrait permettre aux parties de réunir en un seul contexte toutes les dispositions qu'elles veulent.

Malheureusement, cela permet toutes les fraudes, car on pourra réunir en un seul acte instrumentaire plusieurs conventions différentes.

Le critérium objectif n'est pas meilleur. Il est trop rigide, car on ne peut éliminer le but poursuivi par les parties si l'on veut analyser leurs conventions d'une façon exacte.

On peut concevoir un prêt sans garantie; pourtant il est incontestable que lorsqu'on prête, on ne le fait qu'en fonction de la garantie fournie. C'est d'elle que va dépendre le taux de l'intérêt, l'importance de la somme prêtée et la durée du prêt.

Tout ce qui ne sera pas rigoureusement indispensable à la formation du contrat, avec ce système, va être éliminé.

Il ne resterait plus rien de la théorie.

Les deux critères sont à repousser.

Il faut tenir compte et de la nature de l'acte, et de l'intention des parties.

Il faut prendre une solution mixte, qui seule pourra donner à la théorie la souplesse nécessaire, mais en empêchant les abus.

Une formule générale est difficile à établir.

On ne peut que tenter de s'en rapprocher.

La meilleure paraît être celle de M. Pilon.

« Est indépendante toute disposition qui peut être éliminée de l'opération juridique, à l'occasion de laquelle un acte a été dressé sans que cette opération cesse d'être complète en elle-même, et de

produire ses effets juridiques, compte tenu à la fois de l'intention des parties et des dispositions de l'acte prises abstractivement. »

Si nous reprenons les exemples de M. Pilon, nous pouvons dire que la garantie du prix fournie par un tiers peut être éliminée sans que le contrat cesse de produire ses effets normaux. C'est une disposition indépendante. Au contraire, avec le critère subjectif, on aurait dit que les parties avaient eu l'intention de réunir les deux clauses et qu'ainsi la garantie était une disposition dépendante.

Prenons maintenant la garantie fournie par l'acheteur lui-même.

Si on la supprime, l'acte ne produira plus tous les effets que les parties comptaient en retirer ; c'est une disposition dépendante. Le critère objectif l'aurait considérée comme indépendante.

Les donations dans un contrat de mariage peuvent être éliminées. Ce sont des dispositions indépendantes. Cependant, c'est peut-être uniquement à cause d'elles que le mariage a eu lieu. Le critère subjectif les aurait considérées comme dépendantes. Et, par contre, le critère objectif aurait considéré comme une disposition indépendante la reconnaissance par le mari d'avoir reçu la dot apportée par sa femme, ce qui est une disposition dépendante.

SECTION II

Le Timbre

Nous nous trouvons en présence de règles entièrement différentes de celles de l'Enregistrement. L'impôt du Timbre est un impôt sur la consommation du papier.

Il aurait semblé logique de permettre aux contribuables une fois la feuille achetée, d'y inscrire tout ce qu'ils auraient voulu. Mais la Loi en a décidé autrement. Pour les copies, par exemple, il existe une réglementation très minutieuse. L'article 174 du décret du 16 Février 1807 porte que les expéditions des actes reçus par les notaires contiendront 25 lignes à la page, et 15 syllabes à la ligne, et il est prévu tout un système de compensation de lignes à lignes et de pages à pages (articles 74 et 75 C. T.).

Sans aller aussi loin, l'article 12 du Code du Timbre réglemente l'emploi du papier timbré dans les actes pour deux raisons :

1° Une pensée fiscale, qui est d'augmenter la consommation du papier timbré ;

2° L'intérêt des parties, en les empêchant, pour un motif d'économie mal compris, d'écrire sur une même feuille de papier timbré deux actes qui d'après leur nature doivent être séparés.

Les exceptions, qui confirment la règle, nous montreront que tel est bien l'esprit de la loi.

I. — Le principe

Cette règle remonte au règne de Louis XIV (Isambert, p. 128). En effet, la déclaration contenant règlement sur les écritures qui

doivent être faites sur papiers et parchemins timbrés, donnée à Versailles le 19 Juin 1691, dispose ainsi dans ses articles 12, 13 et 14 :

Art. 12. — Les Notaires ne pourront sous aucun prétexte que ce soit, mettre deux actes en suite l'un de l'autre, pas même les minutes quand il s'agirait d'un même fait et entre les mêmes parties, à l'exception de la ratification des actes passés en l'absence des parties, des quittances de remboursement d'une constitution ou obligation qu'ils pourront mettre en marge, ensuite des minutes.

Art. 13. — Faisons pareillement défense à tous huissiers et sergents de mettre deux significations ou autres actes sur un même papier ou parchemin sous quelque prétexte que ce soit, si ce n'est pour les premières significations des sentences, arrêts, et autres procédures, lesquelles pourront être écrites sous lesdits arrêts, sentences ou écritures, et pour les procès-verbaux de vente de meubles, inventaires, compulsoires et autres actes qui ne se peuvent consommer dans un seul jour, et même vacation, qui seront continués sur un même cahier, à l'exception aussi des exploits d'assignation, et demandes dans lesquels pourront être écrites les copies des pièces en vertu desquelles les demandes seront faites, sans que pour raison dudit article, les huissiers et autres puissent faire autant de significations qu'il y aura de pièces produites dans les procès en instance pour raison de quoi, il en sera usé comme par le passé.

Art. 14. — Les receveurs et commis préposés aux recettes et contrôles de nos fermes, et de celles des villes, communautés et autres, tiendront des registres de recettes et contrôles en papier timbré, conformément à l'article 7 de notre ordonnance du mois de Juin 1680, pour y registrer les paiements faits par les redevables... des droits auxquels les dits receveurs seront tenus de délivrer leurs quittances des paiements sur papier timbré, sans qu'ils en puissent délivrer deux ou plusieurs sur une même feuille... à peine d'être déchus de leurs emplois, et d'encourir l'amende.

Ces règles ont été reprises par la Loi du 13 Brumaire An VII, dont l'article 23 est devenu l'article 12 de la codification de 1934.

Article 12 C. T. — (Al. 1^{er}). — Il ne peut être fait ni expédié deux actes à la suite l'un de l'autre sur la même feuille de papier timbré, nonobstant tout usage ou règlement contraire.

Naquet et Wahl commentent ainsi cet article :

Naquet : « Cette disposition est la conséquence logique du principe que les faits juridiques constatés par écrit doivent être soumis au timbre. Si en effet on pouvait rédiger deux actes sur la même feuille, le second échapperait à l'impôt. »

Wahl (N° 49) : « La prohibition d'écrire deux actes à la suite l'un de l'autre est un corollaire de l'obligation d'écrire les actes sur timbre, et du principe que malgré le nombre de conventions qu'il contient, un acte n'est soumis qu'à un seul droit de timbre. »

Nous avons déjà défini ce qu'il fallait entendre par ACTE, et dit qu'un acte pouvait contenir des conventions aussi nombreuses que l'on voudrait, pourvu qu'il soit rédigé en un seul contexte, que toutes les parties comparaissent au début, et signent à la fin.

Ces diverses conventions pour lesquelles un seul droit de timbre est dû, sont dans leur genre des dispositions dépendantes. Ici la dépendance sera purement conventionnelle.

Seuls entreront en ligne de compte l'intention des parties ou le hasard.

Naquet est d'avis différent (N° 32, p. 49) : « La règle qu'il ne peut être fait ni expédié deux actes à la suite l'un de l'autre, devrait s'appliquer toutes les fois que des faits juridiques distincts donnent lieu à la rédaction d'un écrit, soit que cet écrit ait été dressé en un seul trait de temps, soit qu'il ait été fait en deux temps. Telle n'est pas l'interprétation de la loi. Si deux feuilles sont nécessaires dans le second cas, on admet qu'une même feuille peut contenir des dispositions indépendantes les unes des autres, intéressant plusieurs personnes, lorsqu'elles ont été rédigées en un seul contexte... parce qu'elles ne forment qu'un seul acte. »

Pour lui, en somme, autant d'actes que de conventions, car,

dit-il, on entend par acte tout écrit faisant titre, et non pas un écrit formant plusieurs titres.

Naquet oublie le caractère matériel du droit de Timbre. Il veut employer dans le droit du Timbre, les règles de l'Enregistrement. Si l'on faisait comme il le veut, ce serait une porte ouverte à toutes les discussions, et à l'arbitraire de l'Administration. Elle pourrait toujours prétendre que l'acte qu'on présente forme deux titres, qu'un droit de timbre supplémentaire et une amende sont dûs. Pour de si petites sommes, les parties n'iraient pas devant les Tribunaux, mais paieraient.

Enfin, on peut lui opposer l'article 6 C. E. qui dit qu'il est dû un droit particulier pour chacune des dispositions indépendantes (une vente et un bail par exemple) qui se trouvent **dans un acte**.

Le système de Naquet consisterait à employer pour le timbre, le critérium de la dépendance utilisée pour l'Enregistrement.

Si dans les deux cas, la dépendance ou l'indépendance de diverses dispositions s'apprécie de la même façon, il n'y a qu'à permettre aux parties de ne plus rédiger leurs actes sur du papier timbré, qui, à la campagne, n'est pas toujours facile à trouver. A chaque droit d'Enregistrement perçu, le Receveur ajoutera le prix du papier timbré. Or nous savons que le Timbre et l'Enregistrement ont des règles différentes, ce qui condamne le système de Naquet.

La règle qui permet d'inscrire dans un acte autant de dispositions que l'on veut, comporte une dérogation à propos du groupage. Le groupage consiste à réunir des colis, des paquets de provenances diverses et expédiés à des destinataires différents, pour n'en faire qu'une seule expédition par Chemin de Fer.

Celui qui groupait les colis, l'entrepreneur de messageries, réduisait, surtout pour les petits envois, les frais de transports.

Il n'y avait qu'une seule expédition ; accessoirement, on réduisait les frais de timbre puisque l'on établissait un seul récépissé.

L'Etat intervint par une loi du 30 Mars 1872, devenue l'article 180 C. T.

Maintenant, il est délivré un récépissé pour l'envoi collectif, et un récépissé spécial (qui doit être timbré) pour chaque destinataire.

Le Code a pris soin d'ajouter que ces récépissés spéciaux ne donnaient pas lieu à la perception du droit au profit des compagnies de Chemins de Fer.

Il est regrettable que, pour des raisons fiscales, on ait apporté une dérogation au principe qui permet d'inscrire plusieurs dispositions dans un même contexte d'acte.

II. — Les Exceptions

La règle de l'alinéa 1^{er} de l'article 12 comporte un certain nombre d'exceptions. Elles doivent être interprétées d'une façon très restrictive, comme toutes les exceptions aux lois fiscales.

Les pièces produites pour obtenir l'accomplissement des formalités hypothécaires; par exemple, sont dispensées de timbre, à condition que soit mentionnée dans ces pièces leur destination, (article 350 C. T.).

La Chambre des Requêtes a estimé le 12 Décembre 1911 (D. 13-1-317) qu'un acte exempté de timbre pour une circonstance extrinsèque quelconque (dans l'espèce c'était la formalité hypothécaire), devait porter en lui la preuve qu'il rentrait dans l'exception prévue, sinon le droit de timbre était dû.

Nous trouvons deux sortes d'exceptions :

- a) Celles de l'alinéa 2 de l'article 12 C. T.;
- b) Celles qui sont formulées dans d'autres Codes ou dans des lois spéciales.

A) Exceptions de l'alinéa 2 de l'article 12 :

1^o Les ratifications des actes passés en l'absence des parties.

Ratification peut avoir deux sens :

Ce sera d'abord l'acte par lequel une personne approuve ce qui a été fait en son nom (dans ce sens, art. 1998 C. C.).

C'est, dans son deuxième sens, l'acte par lequel une personne confirme une convention irrégulière (dans ce sens, articles 1338 et 1340 C. C.).

C'est le premier sens ici qui doit s'appliquer puisque l'article 12 parle de la ratification des actes passés en l'absence des parties.

Une telle ratification pourra être inscrite à la suite de l'acte.

La ratification d'un acte nul ne pourrait être inscrite à la suite de cet acte.

2° Les quittances.

Sont exceptées... les quittances des prix de ventes et celles de remboursements de contrats, de constitution ou obligation... Il peut être donné plusieurs quittances authentiques ou délivrées par les comptables de deniers publics sur une même feuille de papier timbré pour acompte d'une seule et même créance ou d'un seul terme de fermage ou loyer. Toutes autres quittances qui sont données sur une même feuille de papier timbré n'ont pas plus d'effet que si elles étaient sur papier non timbré.

Une difficulté se présente, car il faut combiner cet article 12 avec l'article 117 : Les quittances de produits et revenus de toute nature délivrées par les comptables de deniers publics sont assujetties au droit de timbre édicté pour les quittances et reçus délivrés par les particuliers.

Il y aura trois régimes :

a) Quittances authentiques : on pourra en délivrer plusieurs sur une même feuille de papier timbré pour acompte d'une seule créance ou d'un seul terme de loyer. Mais, il faudra qu'elles soient en plus soumises à la formalité de l'Enregistrement.

b) Quittances délivrées par les comptables de deniers publics.

L'article 4 de la Loi du 8 Juillet 1865 modifiée par celle du

23 Août 1871 les a soumises à un timbre de quittance, mais cela n'a pas abrogé l'article 23 de la Loi de Brumaire (art. 12 C. T.).

Aujourd'hui, les quittances délivrées par les comptables de deniers publics sont soumises au timbre quittance.

Mais l'article 12 va jouer ; on pourra inscrire plusieurs quittances à la suite, mais il faudra ajouter le complément de timbre lorsque l'on entrera dans une nouvelle tranche.

Prenons un exemple : trois acomptes de six cents francs. Pour le premier, on paiera un timbre quittance de 1 franc ; pour le deuxième, on paiera un second timbre de 1 franc, complément du premier ; pour le troisième acompte, on ne paiera rien, car on est resté dans la même tranche (1.000 à 10.000 francs) sujette au timbre de deux francs, et que le droit de timbre était déjà payé.

c) Quittance sous seings privés. Pour chaque acompte, on paiera les droits de timbre auquel est soumise la tranche où se trouve la somme payée.

3° Les inventaires, procès-verbaux, et autres actes qui ne peuvent être consommés dans un même jour et dans la même vacation.

Cette exception est relative aux actes se référant à la même opération ; elle n'est pas applicable quand les actes constatent des opérations séparées.

Une vacation, c'est l'unité de temps consacrée par un Officier ministériel à une opération.

4° Les procès-verbaux de reconnaissance et levée de scellés qu'on peut faire à la suite du procès-verbal d'opposition.

5° Les significations des Huissiers qui peuvent, également, être écrites à la suite des jugements et autres pièces dont il est délivré copie.

Plusieurs actes à signifier par un même exploit peuvent être copiés à la suite les uns des autres.

L'article 65 C. P. C. enjoint d'annexer à l'exploit introductif d'instance la copie des pièces sur lesquelles la demande est fondée.

B) Exceptions à la règle de l'article 12 prévues par d'autres Codes.

Ces exceptions montrent que le Timbre doit plier devant certaines nécessités pratiques, et qu'au surplus, il est sous la dépendance de la loi civile.

Certains actes doivent être inscrits sur des registres.

Art. 40 C. C. — Les actes de l'Etat Civil seront inscrits dans chaque Commune sur un ou plusieurs registres tenus doubles.

Art. 42 C. C. — Les actes seront inscrits sur les registres, de suite, sans aucun blanc.

Il en est de même pour tous les registres timbrés : répertoires des Notaires, registres tenus dans les Greffes civils, où l'on inscrit les renonciations à succession ou communauté, ou leur acceptation bénéficiaire (Art. 784, 793 et 1.457 C. C.).

Il est utile de réunir certains actes ensemble.

Le plus pratique, c'est de les inscrire sur la même feuille de papier. On évite ainsi des risques de perte.

Les contre-lettres en matière de contrat de mariage. Elles doivent être inscrites à la suite de la minute du contrat, dit l'article 1.397.

Révocation de procuration ou de testaments. Elles peuvent être inscrites sur la même feuille de papier que le testament ou la procuration.

Pour une révocation totale, il serait plus pratique de détruire, mais si la révocation n'est que partielle, il est nécessaire qu'elle soit inscrite sur l'acte lui-même.

L'Administration, au début, avait admis que les codicilles pourraient être inscrits à la suite. Puis elle a admis qu'ils ne pourraient en être ainsi que s'ils étaient purement confirmatifs ou révocatoires, pour tout ou partie. Il semble qu'il aurait mieux valu admettre ici les mêmes dispositions que pour le contrat de mariage.

Les additions faites par les parties à leurs interrogatoires, ou par les témoins à leurs dépositions, doivent être rédigées en marge ou à la suite de ces documents.

Enfin, l'exception s'applique aux effets de commerce (lettre de change et chèque). Toutes les mentions courantes, acceptations, aval, cautionnement, peuvent être inscrits sur la lettre de change elle-même.

Il est inutile d'insister sur cette solution que la logique impose.

Les expéditions sont soumises aux mêmes règles. On ne peut pas expédier deux actes à la suite l'un de l'autre. Toutefois, ici, le mot « acte » doit être entendu dans un sens plus large.

On pourra expédier sur un même papier une vente et la procuration donnée par l'acheteur.

Lorsque deux actes sont écrits à la suite l'un de l'autre, on peut les expédier sur une même feuille de papier. C'est ce que décide pour les contrats de mariage l'article 1397 C. C.

Conséquence de ces exceptions : Si entre les deux actes, le tarif du timbre augmente, il a été admis qu'on pourrait inscrire le 2^e acte sur la même feuille, en suite du premier, sans supplément (J. E. 23-772). Bien entendu, si une nouvelle feuille de papier timbré était nécessaire pour le terminer, elle serait obligatoirement au nouveau tarif.

Même chose pour les répertoires. Les feuilles commencées bénéficient de l'ancien tarif.

CONCLUSION

Il existe de grosses différences entre le Timbre et l'Enregistrement.

En Enregistrement, pour savoir si deux dispositions sont dépendantes, on emploie un critérium qui fait intervenir l'intention des parties, et aussi la nature de l'acte, abstraction faite de l'intention des parties.

Pour le Timbre, on ne s'occupe que de l'intention des parties. Du moment que toutes les conventions ont été rédigées dans un seul contexte d'acte, il n'y a qu'un droit de timbre.

D'ailleurs, plus l'acte sera long, plus il faudra de feuilles, et chaque feuille paiera un droit.

Cependant, il y a un petit point commun.

Tous les actes civils et judiciaires, et les écritures qui peuvent être produites en justice, doivent être écrites sur papier timbré (art. 1^{er} C. T.) sauf les exceptions qui sont de droit strict.

Une loi du 22 Avril 1905, en augmentant le taux d'enregistrement des mutations immobilières, avait en même temps apporté un certain nombre d'exemptions au droit de timbre.

Après diverses transformations, ce qui restait de cette loi a été fondu dans le Code du Timbre, et ce sont les articles 451 et 452.

Sont affranchis du timbre, les minutes, originaux et expéditions des actes d'échange, vente ou licitation d'immeubles dont le prix ne dépasse pas 5.000 francs.

Art. 452. — L'exemption de timbre n'est pas applicable aux actes qui contiennent des dispositions indépendantes dans le sens de l'article 6 C. E.

La raison en est facile à comprendre. Sans cette réserve, il serait aisé de faire profiter de la dispense de timbre des dispositions plus importantes que la vente.

S'il y a une disposition indépendante dans le sens de l'article 6 C. E., tout le contrat devra être timbré, car on ne saurait concevoir un acte soumis au timbre pour une de ses parties, et exempté pour les autres.

Ce même article 452 C. T. mentionne des dispositions dépendantes d'un genre spécial.

« Ne peuvent pas être considérés comme dispositions indépendantes pour l'application du présent article, la procuration donnée dans l'un de ces actes pour toucher le prix ou la soulte, ou vendre les immeubles compris sur un cahier des charges, ou procès-verbal de mise en vente, ainsi que toute déclaration de command, contenue dans l'acte même ou encore tout paiement par subrogation effectué par un tiers en l'acquit de l'acquéreur. »

La procuration, la déclaration de command et la subrogation sont des dispositions indépendantes, mais si on ne les avait pas considérées comme dépendantes ici, il aurait été très fréquent que l'on paie les droits de timbre, car ces opérations sont usuelles en cas de vente.

Ce ne sont que des nécessités pratiques qui ont fait déroger à l'article 6. Toutefois, la Loi nous indique formellement trois cas de dispositions indépendantes.

CHAPITRE II

ETUDE DE QUELQUES CAS PARTICULIERS

Après avoir étudié quelle définition il fallait donner des dispositions dépendantes et des dispositions indépendantes, il convient d'étudier quelques cas tranchés par les tribunaux.

§ 1^{er}. — Les Marchés de Travaux et les Traités de Concession

Ces contrats ont soulevé bien des difficultés dans la pratique.

Une Ville et une Société passent un traité, aux termes duquel il est convenu que la Société construira des immeubles, par exemple, pour le compte de la Ville. Mais la Ville n'a pas toujours l'argent suffisant pour payer, et convient que le constructeur aura la jouissance de ses immeubles pendant un certain temps, moyennant une redevance à la Ville. Sont-ce deux dispositions dépendantes, ou deux dispositions indépendantes ?

La Ville de Lyon avait passé avec une Société un contrat qui pouvait se décomposer ainsi :

La Ville cédait à la Société à titre de bail pour une durée de

60 ans, les terrains d'immeubles expropriés et de voies publiques déclassées, le tout d'une contenance de 14.849 m², moyennant une location de vingt-cinq francs par mètre carré, et en plus une annuité sur un prêt fait par la Ville. Il était en outre prévu qu'au bout de quinze ans, si la Société faisait des bénéfices supérieurs à quatre-vingt-cinq francs par mètre carré, la Ville toucherait 25 % de l'excédent.

La Société s'engageait à construire des maisons de rapport qui appartiendraient immédiatement à la Ville. Mais pendant les soixante ans que durait le bail du terrain, les concessionnaires percevaient les revenus des maisons. Pour construire, la Ville leur prêtait une somme calculée à raison de sept cent cinquante francs par mètre carré, soit onze millions cent trente-six mille sept cent cinquante francs.

La régie prétendait toucher :

Un droit de bail sur le loyer (25 frs par mètre carré) au taux de 0 fr. 10 % ;

Un droit de marché à 1 % sur les 11.136.750 francs.

La Ville et la Société prétendaient que les deux opérations étaient dépendantes.

Le Tribunal accueillit le point de vue de l'Administration : « Attendu... que le marché de travaux comprend notamment l'obligation de démolir les maisons expropriées, et d'en construire de nouvelles, moyennant des avances faites... et la jouissance des maisons pendant soixante ans...

« Que ce qu'elle (l'Administration) qualifie de bail, c'est la location à raison de vingt-cinq francs par mètre carré d'une certaine étendue de terrains, qu'il y a là une convention tout à fait distincte du marché des travaux. »

La Chambre Civile a elle aussi admis le point de vue de l'Administration le 14 Décembre 1896 :

« Attendu que l'engagement pris par le concessionnaire d'élever des constructions n'est pas un élément corrélatif et nécessaire du louage de terrains.

« Qu'à l'inverse le bail consenti par la Ville ne dérive pas du marché de travaux sus-relaté, et n'en implique pas forcément en droit la coexistence.

« Que le traité précité renferme deux dispositions distinctes et indépendantes. »

Dans une espèce à peu près analogue, le Tribunal de la Seine, le 12 Février 1904, a considéré qu'au contraire il y avait deux dispositions dépendantes (S. 1906-2-224).

La Ville de Paris louait un assez grand terrain (2.746 m²) pour vingt francs par an et les charges pour une durée de quatre-vingt-dix-neuf ans (99 ans). La somme de vingt francs n'était exigée que comme reconnaissance des droits de propriété de la Ville.

Le locataire s'engageait à effectuer pour deux cent mille francs de travaux.

L'Administration voulait procéder comme à Lyon et décomposer en bail et marché de travaux.

Le Tribunal, au contraire, a considéré que les deux cent mille francs de travaux représentaient le loyer pour quatre-vingt-dix-neuf ans de bail.

Si en effet, on avait suivi le raisonnement de l'Administration, le bail ne trouvait pas de contre-partie.

Au surplus, le locataire était une école et c'était une façon de la subventionner.

De ces deux jugements en sens opposé, il découle que s'il a été convenu un prix spécial pour le bail, le bail est une disposition indépendante « qui ne dérive pas du marché de travaux ».

Le bail à ce moment répond à la définition de l'article 1709 C. C.

S'il y a dépendance entre les deux dispositions, elle n'existe que dans l'intention des parties, et ce n'est pas suffisant.

Si aucun prix n'est stipulé, ou si ce prix n'est qu'un symbole pour rappeler les droits du propriétaire, il est normal que ce soient les travaux à effectuer qui servent de contre-partie.

Le marché de travaux lui aussi forme une disposition indépen-

dante s'il renferme tous les éléments nécessaires pour former un contrat complet, c'est-à-dire un engagement de la Ville et un engagement corrélatif de l'entrepreneur. C'était le cas dans l'affaire de Lyon. La Société s'engageait à construire des maisons de rapport qui devaient appartenir à la Ville et la Ville avançait plus de onze millions.

Cette distinction entre le bail et le marché de travaux est toujours appliquée par la jurisprudence. On ne peut à ce propos que citer un jugement du Tribunal de la Seine du 30 Octobre 1936 (J. E. 35-273).

Les faits étaient les mêmes qu'à Lyon.

La Ville de Paris donnait à bail pour quarante-cinq ans à une Société, moyennant un loyer de cinq cent mille francs par an et les charges, un terrain sur lequel existaient des constructions.

La Société s'engageait à les démolir, puis à en élever d'autres dont la propriété appartiendrait sans indemnité à la Ville, au fur et à mesure de leur édification. Il devait y avoir pour vingt millions de constructions.

Le Receveur avait estimé que l'obligation de construire était une charge du bail.

Mais l'Administration Centrale voulut percevoir un droit sur le bail et un sur le marché de travaux, qu'elle considérait comme deux dispositions indépendantes.

Le jugement s'est rangé à cette dernière opinion.

« Attendu que les actes des 10 et 18 Octobre 1927 (cahier des charges et adjudication) contiennent les éléments juridiques : d'une part d'un bail... moyennant outre les charges de cinq cent mille francs et d'autre part d'un marché de travaux consistant dans l'obligation par la Société preneuse de construire des immeubles d'une valeur déterminée dont le prix est représenté par l'abandon pendant la durée du bail de la jouissance desdits immeubles.

« Attendu que le loyer a été le juste prix du bail, et que par suite la jouissance des immeubles à édifier est l'exacte contre-partie de la charge de construire. »

Nous avons le même critérium. Chacune des dispositions forme un tout que l'on peut séparer de l'autre.

On peut analyser de la même façon les contrats de concessions, qui au point de vue de l'Enregistrement, ne sont que des marchés de travaux d'une espèce particulière.

La Ville de Lyon avait passé un contrat avec la Compagnie du Gaz aux termes duquel :

« La Ville concédait à la Compagnie pour une durée de quarante ans, la jouissance des canalisations (propriété de la Ville) pour une somme de deux cent mille francs.

La Ville se réservait le droit pour son éclairage, si bon lui semblait, de s'adresser à tout autre fournisseur, ou à tout autre mode d'éclairage.

La Compagnie s'engageait à vendre le gaz aux particuliers à un prix fixé.

Le matériel servant à l'éclairage public (propriété de la Ville) était prêté à la Compagnie du Gaz qui s'engageait, moyennant quinze francs par lampadaire, à effectuer l'entretien, l'allumage et l'extinction des becs d'éclairage ordinaires.

La Ville abandonnait à la Compagnie du Gaz la part qui lui revenait dans le partage de l'actif d'une autre Compagnie gazière dissoute. »

La Compagnie prétendait que dans ce contrat, il y avait une disposition principale, le marché de fourniture (de gaz) et des dispositions dépendantes.

Le Tribunal a jugé qu'il y avait trois dispositions indépendantes :

Un bail : location de canalisations moyennant deux cent mille francs.

Un marché de fourniture : vente de gaz à la Ville et aux particuliers à un prix fixé.

Un contrat de cession : l'abandon par la Ville de sa part dans l'actif de l'ancienne Compagnie gazière.

La Cour de Cassation devant qui, pour plus de sûreté, la Compa-

pagnie du Gaz voulut aller, ne put que confirmer le jugement de première instance.

Le bail était indépendant du marché de fourniture. Ce qui le prouvait bien, c'est que la Ville se réservait la possibilité de s'adresser à un autre fournisseur pour son éclairage. A ce moment elle aurait cessé de payer l'entreprise des lampadaires, mais elle ne reprenait pas les canalisations.

La cession de la part de la Ville dans l'actif de l'ancienne Compagnie gazière, constituait bien dans l'intention des parties une disposition dépendante, mais en droit elle ne dérivait aucunement des autres dispositions de l'acte.

§ 2°. — La Délégation

La délégation est un contrat par lequel un débiteur (délégant) donne à son créancier (délégataire) un autre débiteur (délégué) qui s'oblige à sa place.

An point de vue fiscal, la loi distingue deux sortes de délégations.

Celle de créance à terme, et celle de prix stipulée dans un contrat pour assurer le paiement d'une créance due à un tiers.

Demante partage cet avis. — Wahl le repousse, prétendant que c'est un erreur de la loi, et qu'il n'y a qu'une seule sorte de délégation.

Si la délégation est contenue dans l'acte qui forme le titre de la dette, c'est un élément du contrat; c'est un mode de paiement, et elle est dispensée de droit particulier.

Ce sera le cas de la délégation de son débiteur, par un acheteur dans un contrat de vente.

Ce sera encore le cas lorsqu'on vendra un immeuble contre une créance.

Mais il peut arriver que le contrat d'où est née la dette entre délégant et délégué n'ait pas été enregistré. L'Enregistrement exigera un droit, mais cela n'ôtera pas le caractère de dépendance à la délégation.

Si le tiers créancier n'est pas présent au contrat, il faut pour que la délégation garde de la valeur, qu'il y soit désigné de façon suffisamment claire.

Le Tribunal d'Angoulême, approuvé par la Cour de Cassation (D. 1922-1-113), a admis que lorsqu'une Société fait apport de son actif à une autre Société à charge de payer ses créanciers, ceux-ci étaient suffisamment désignés, puisque pour les connaître, il n'y avait qu'à se reporter à la comptabilité de la première Société.

Par contre, si la délégation n'apparaît pas comme un élément nécessaire du contrat, ce sera une disposition indépendante, car on peut l'éliminer sans que le contrat en soit amoindri.

Ainsi la délégation de loyers en paiement d'intérêts, si elle permet au prêteur de toucher sur ses propres quittances.

La Cour de Cassation a admis (Ch. des Req.) le 25 Mai 1909 (S. 1911-1-281) que la formation d'une Société d'obligataires, pour la défense de leurs intérêts collectifs, et la délégation à cette société d'obligataires, pour assurer le paiement des intérêts des obligations, d'une partie de la subvention allouée annuellement par une Ville était une disposition indépendante.

Effectivement, on peut facilement concevoir une Société d'obligataires constituée pour la défense de leurs droits, sans qu'on leur délègue une créance particulière.

Les parties avaient soutenu que la délégation n'était donnée qu'en garantie.

Le Tribunal, approuvé par la Cour, a repoussé cette prétention en se basant sur des considérations de fait. Les obligataires pouvaient toucher directement la créance hors la présence et sans le concours du délégant; ils étaient subrogés à tous les droits et actions du délégant. Il leur avait été remis l'original du traité passé entre le délégant et le délégué.

La Cour de Cassation a considéré le 8 Décembre 1902 qu'une délégation était une disposition dépendante dans un cas un peu particulier.

Un individu, pour obtenir son concordat après faillite, avait remis des titres au porteur « à titre de libération à forfait et pour solde » à ses créanciers, en stipulant que ceux-ci rembourseraient aux établissements détenteurs de ces titres les avances faites par eux aux cédants.

Contre l'abandon des titres, les créanciers ont pris l'engagement de payer les dettes, et en plus ont fait abandon de ce qu'on leur devait en supplément et qui n'était pas payé.

Le seul droit exigible était celui de cession, à l'exclusion du droit de délégation et de remise de dettes; l'obligation imposée aux cessionnaires d'acquitter la dette grevant les titres cédés, n'était qu'une dépendance nécessaire de la cession et n'avait nullement été stipulée dans l'intérêt des créanciers gagistes étrangers à cet acte (dans ce cas, il y aurait eu intervention d'un tiers au contrat, ce qui faisait de la disposition une disposition indépendante). La remise de dette consentie par les cessionnaires pour la portion de leur créance non couverte par la valeur des titres cédés n'étant qu'une disposition dépendante de l'abandon d'actif à forfait et pour solde consenti par le débiteur.

(D. 1903-1-257).

« Attendu que l'obligation imposée aux cessionnaires d'acquitter la dette grevant les titres cédés n'est qu'une dépendance nécessaire de la cession, et n'a été stipulée au contrat que pour établir la situation de K (le délégant) en vue du concordat qui lui était accordé, et nullement dans l'intérêt des créanciers gagistes étrangers à cet acte. »

Le jugement du Tribunal de la Seine du 3 Juillet 1896, qui était déféré à la Cour de Cassation, avait statué dans le même sens :

« Attendu que l'Administration ne peut exiger un droit de délégation; qu'en effet il s'agit simplement de l'exécution d'une condition de la cession, celle de payer les créanciers gagistes. »

Cette jurisprudence à propos de la délégation est conforme à la formule que nous avons adoptée pour distinguer les dispositions dépendantes, des dispositions indépendantes.

§ 3°. — Les Condamnations récursoires

La théorie des dispositions dépendantes et indépendantes s'applique aussi aux jugements. Il y a des difficultés dans certains cas, particulièrement pour les condamnations récursoires.

La condamnation récursoire est celle qui est prononcée sur un recours en garantie formée par le défendeur à une demande principale.

La Régie avait d'abord admis qu'une condamnation récursoire était une disposition dépendante ne donnant pas ouverture à un droit particulier. Wahl était du même avis.

« La condamnation d'un tiers à garantir le défendeur des condamnations prononcées contre lui par le même jugement, ne donne pas ouverture à un droit particulier, car elle est la détermination des personnes obligées à exécuter la condamnation. On peut dire d'ailleurs qu'une seule condamnation, celle du garant, est prononcée. »

Mais, par une délibération du 27 Mai 1896 (S. 98-2-223) elle est revenue sur cette théorie, et à l'heure actuelle, on applique rigoureusement les mêmes règles que pour les contrats.

Un premier point ne souffre pas de discussion. Si les deux condamnations sont dans deux jugements différents, il y aura deux droits (art. 6).

Si les condamnations sont dans le même jugement, on peut dire qu'elles ont un lien (et il ne provient pas de la volonté des parties), puisque l'une est la conséquence de l'autre. Mais ce lien n'est pas toujours assez fort pour qu'on puisse les considérer comme les deux aspects d'une condamnation unique.

Il semble qu'il faille admettre les solutions suivantes :

Quand les obligations découlent du même contrat, il faut rechercher, s'il y avait ou non un lien entre les obligations contractuelles.

La Cour de Cassation a jugé le 28 Juillet 1872 (R. E. 1897-N-1-277) que la condamnation récursoire était dépendante, lorsqu'il s'agissait d'un contrat de transport de marchandises empruntant plusieurs réseaux.

Il n'y avait qu'un seul motif pour toutes les condamnations : l'inexécution d'un seul contrat de transport, contrat unique, dont l'exécution successive était confiée à plusieurs personnes. La Compagnie qui traitait, jouait le rôle de commissionnaire, les autres contrats n'étaient que l'exécution du premier, auxquels ils étaient intimement liés.

Le Tribunal de la Seine a jugé différemment le 7 Février 1903 (D. 1906-2-85).

Un entrepreneur A traite avec un entrepreneur B pour la fabrication d'une machine. B, au lieu de fabriquer seul la machine, sous-traite avec un tiers C pour la fabrication d'une pièce de cette machine. C ne livre pas à temps et se voit appelé en garantie par B à qui l'on réclame des dommages-intérêts.

« Attendu que dans les faits ci-dessus analysés... il ne s'agit pas d'un contrat unique... qu'on y rencontre au contraire deux contrats absolument distincts, portant sur des objets différents... qu'aucun lien nécessaire n'existe entre les deux engagements, que dans ces conditions, la condamnation récursoire ne peut être considérée comme dépendant de la condamnation principale... qu'elles constituent des dispositions indépendantes soumises chacune à un droit particulier. »

C'est la même solution dans une autre affaire jugée par la Cour de Cassation (Chambre Civile) le 27 Décembre 1924 (S. 26-1-345).

Une personne vend des brevets d'invention contre une rente.

L'acheteur revend les brevets, en chargeant le nouvel acquéreur de payer la rente à sa place.

Le vendeur qui ne touchait plus sa rente avait entamé un procès contre son acheteur. Celui-ci appelle le sous-acquéreur en garantie. La Cour a estimé que les deux condamnations étaient

indépendantes, et devaient supporter chacune un droit particulier, puisqu'elles résultaient de contrats distincts qui n'avaient pas été conclus entre les mêmes parties et qui n'étaient liées par aucun lien de dépendance nécessaire.

§ 4. — Le Partage

On appelle partage, l'acte par lequel des copropriétaires substituent des parts matériellement distinctes appelées « parts divisées », aux parts indivises qu'ils avaient jusque-là (Planiol).

L'article 437 C. E. dispose que « les partages de biens meubles et immeubles, entre copropriétaires, cohéritiers, coassociés, à quelque titre que ce soit, pourvu qu'il en soit justifié, sont assujettis à un droit de 0 fr. 75 % ». »

Pour bénéficier du droit réduit, les parties doivent d'abord justifier leur copropriété; l'Administration a le droit de prouver, que ce qui est qualifié de partage, est en réalité une vente ou une donation.

La Cour de Cassation a toujours admis le droit de contrôle de l'Administration.

On peut citer comme exemple le rejet par la Chambre des Requêtes le 16 Février 1881, d'un pourvoi contre un jugement du Tribunal de Prades du 17 Mars 1880 (Instruction 2650, § 6 du 10-6-81).

Deux Espagnols, l'oncle, duc d'Almenara, et le neveu, M. Fivaller, avaient partagé des biens situés en France, et qui leur venaient de la succession de leur mère et grand'mère.

Le compte s'établissait ainsi :

Immeubles	223.000 frs
Et les revenus perçus depuis l'indivision, nets....	117.000 frs
Total	400.000 frs

Il était attribué à M. Fivaller :

Immeubles	199.667 frs
Argent	333 frs

Lors de l'enregistrement de l'acte, le Receveur perçut 1 pour 1.000, soit quatre cents francs pour le partage.

Plus tard, la Régie soutint que ce prétendu partage dissimulait une vente du duc à son neveu et réclama le droit de vente (5,50 % à l'époque) sur 199.667 francs.

Le Tribunal de Prades donna gain de cause à l'Administration, en s'appuyant sur différentes circonstances de fait. Le duc s'était fait inscrire à la matrice cadastrale comme seul propriétaire en 1840.

Cette même année, puis en 1848 et 1855, il avait passé des baux.

Enfin, en 1835, il avait soutenu un procès, en son nom personnel.

« Attendu que de l'ensemble de ces faits, des actes produits, et des diverses circonstances de la cause, il résulte la preuve que le duc d'Almenara, devenu depuis longtemps propriétaire exclusif des biens de sa mère situés en France, ne pouvait en 1872 les partager avec son neveu... Que l'acte de 1872 constate une vente véritable, sur laquelle la Régie doit percevoir les droits de mutations édictés par la loi du 22 Frimaire An VII. »

Le pourvoi formé contre ce jugement fut repoussé par la Chambre des Requêtes. Ce qui prouvait en plus que l'on était en présence d'une vente dissimulée, c'est que l'un des prétendus co-partageants ne prenait que des immeubles et l'autre que de l'argent.

Examinons maintenant comment doit se former la masse des biens à partager. Le droit de partage est assis sur le montant net de l'actif partagé, qui comprend :

A) Tous les biens qui à un titre quelconque faisaient partie de la masse indivise.

B) Les rapports en nature et en moins prenant, qui se trouvent

réintégrés dans l'actif héréditaire par suite de la résolution du titre du donataire. Si les rapports sont égaux, et que les parties déclarent s'abstenir de les faire figurer dans la masse, cela crée au profit de l'Enregistrement le droit de percevoir sur ces valeurs le droit de partage.

C) Ce droit frappe également, dans les partages de communauté, les récompenses et indemnités dues par les époux à la masse, mais après déduction des reprises que les époux ont à y prélever.

Cette règle ne s'applique pas aux rapports fictifs, faits en vertu de l'article 922 C. C. pour le calcul de la quotité disponible.

Par contre, il faut déduire les soultes, que l'Enregistrement (ainsi que nous le verrons plus loin) considère comme des dispositions indépendantes du partage.

Un partage peut dépendre d'un autre contrat considéré comme disposition principale. Si plusieurs personnes achètent ensemble un immeuble, et que dans l'acte de vente, elles procèdent à son partage, ce sera une disposition dépendante de la vente. Il faut en dire autant pour le partage de biens donnés indivisément à plusieurs personnes.

Par contre, deux droits sont dus, lorsque dans son contrat de mariage, l'un des futurs se constitue en dot, la part qui lui reviendra après le partage dans la communauté de ses parents.

On s'explique difficilement ces différences de solution. On peut se marier, sans pour cela procéder au règlement et au partage avec le survivant de ses parents des biens de leur communauté.

Mais, on peut aussi acheter un immeuble et rester dans l'indivision.

Lorsque le partage dépend d'un autre contrat (vente, donation), il n'est exonéré de droits que si l'on partage seulement les biens mentionnés dans ce contrat. Si l'on y ajoute d'autres biens à partager, le droit de partage sera perçu sur ces autres biens ; il y aurait là une disposition indépendante du premier contrat.

Examinons maintenant le cas où le partage constitue un contrat distinct.

Il arrive souvent qu'un partage soit suivi d'un sous-partage (dans une liquidation de communauté, la part du conjoint décédé est partagée entre ses héritiers).

Quand cette nouvelle division a lieu dans l'acte même, elle ne donne pas ouverture à un droit particulier. Il en serait autrement, si le nouveau partage avait lieu par acte séparé.

On doit par contre, considérer les soultes comme des dispositions indépendantes du partage.

Lorsqu'il est impossible de composer des lots de valeur égale, on convient qu'un ou plusieurs copartageants prendront plus que leur part, à charge de dédommager les autres pour rétablir l'égalité. C'est ce qu'on appelle les soultes, ou retours de partage.

Le Code les considère comme des ventes, mobilières ou immobilières suivant le cas.

L'Enregistrement n'applique l'effet déclaratif au partage que dans la mesure où les lots sont d'égale importance.

Si un lot a une valeur supérieure à celle des autres, le droit fiscal donne au partage un effet translatif.

Ainsi lorsqu'il y a une soulte, puisqu'on perçoit sur elle le droit de vente immobilière ou mobilière (art. 438 et 439 C. E.), il faut la déduire de l'actif net, en application de la règle « Non bis in idem ».

C'est le sens de l'instruction 2705 § 4 commentant un arrêt de la Cour de Cassation du 11 Août 1886.

Une dernière question se pose. Sur quelle partie de l'actif va-t-on imputer la soulte ?

Si les parties n'ont rien convenu, l'Administration l'impute sur les articles les plus faiblement imposés.

A propos de l'effet déclaratif du partage, le Droit fiscal se sépare du Droit civil, puisqu'il ne l'admet pas complètement.

C'est une exception justifiée. S'il suffisait de payer une soulte aux autres copartageants pour rester seul propriétaire de tout ce

qui était en indivision, ce serait un procédé trop commode pour tourner la loi et éviter les droits trop élevés sur les ventes.

Un cas un peu différent a été tranché par la Chambre des Requêtes le 5 Mars 1907.

Des parents avaient fait une donation-partage de leurs biens entre leurs trois enfants : deux fils et une fille.

Le père possédait une usine, et les deux fils travaillaient avec lui. On leur donna par préciput une somme de 248.435 francs, formant le solde de la part de bénéfices qui leur revenait.

Le surplus fut partagé entre les trois enfants par parts égales.

L'Administration, approuvée par le Tribunal de Lille, prétendit qu'il y avait une donation-partage et en plus une dation en paiement aux deux fils.

Les parties se pourvurent en Cassation, notamment pour violation des articles 10 et 11 de la loi de Frimaire (art. 5 et 6 C. E.).

La Chambre des Requêtes rejeta leur demande, disant :

« Attendu que les exposants soutiennent vainement que la disposition considérée par le jugement attaqué comme une dation en paiement, concourait d'une façon indivisible avec les autres à la formation du contrat principal (partage d'ascendants). Mais les époux Delannoy (les parents) ont eux-mêmes déclaré, qu'ils se proposaient préalablement à la donation à titre de partage anticipé de remettre à leurs deux fils la somme de 248.435 francs. Ils ont ainsi établi que cette première disposition, constitutive d'une véritable dation en paiement, était indépendante de la donation-partage.

« De plus, ils n'ont réservé leur usufruit que sur la partie partagée également entre leurs trois enfants. »

Cette solution de la jurisprudence est logique.

Les parties ne semblaient pas lier les deux dispositions, puisque l'usufruit des parents ne portaient que sur ce qui avait été partagé entre les trois enfants.

Cependant, les parties pouvaient échapper au droit de dation en paiement.

Dans une donation, les charges sont considérées comme des dispositions dépendantes, puisque l'on prohibe la distraction des charges (art. 45 et 47, § 1^{er}, C. E.).

Les parents pouvaient partager également leurs biens entre leurs trois enfants mais en leur imposant l'obligation de payer leurs dettes, c'est-à-dire la somme due aux deux fils.

CONCLUSION

Dans le partage, comme dans les autres contrats que nous avons examinés, il faut voir si, compte tenu des dispositions de l'acte considérées en elles-mêmes et de l'intention des parties, l'acte continue ou cesse de produire ses effets juridiques normaux, lorsqu'on l'a amputé d'une disposition.

C'est la seule façon de savoir si cette disposition est ou n'est pas dépendante de l'acte.

Bien des difficultés ont été supprimées depuis que certaines dispositions indépendantes soumises au droit fixe ont été dispensées de droit comme nous le verrons plus loin.

Pour en finir avec cette question, on citera un arrêt de la Chambre des Requêtes du 23 Novembre 1933 (D. H. 34, p. 1).

Dans une vente de fonds de commerce, il avait été stipulé que si, lors de l'entrée en jouissance, il existait d'autres marchandises que celles décrites dans l'acte de vente, l'acheteur pourrait ou les laisser pour compte, ou les prendre pour leur valeur.

L'acheteur les prit. On considéra que c'était une disposition entièrement indépendante de la vente du fonds de commerce et que ces marchandises devaient supporter le droit de vente de meubles (à l'époque de 6.60 %) et ne pouvaient bénéficier du tarif réduit des marchandises neuves (à l'époque de 1.50 %).

CHAPITRE III

LA DISPOSITION PRINCIPALE

Nous ne nous occupons ici que de l'Enregistrement et pas du Timbre.

Du moment que toutes les dispositions seront contenues dans le même acte, le droit de timbre sera dû, mais son tarif ne variera pas d'après la nature des dispositions, il ne variera que d'après la taille de la feuille de papier timbré.

Peut-être au point de vue du Timbre pourrait-on considérer comme une application de la théorie de la disposition principale le cas particulier suivant :

L'article 451 C. T. affranchit du droit de timbre certains actes, entre autres les ventes d'immeubles dont le prix ne dépasse pas 5.000 francs, à condition, précise l'article 452, qu'elles ne contiennent pas de dispositions indépendantes dans le sens de l'article 6 C. E.

Ainsi lorsqu'il y a des dispositions indépendantes dans le sens de l'article 6 C. E., l'acte tout entier est soumis au timbre. Ne

peut-on pas dire que nous avons une disposition principale, et une disposition accessoire (la vente). Dans l'Enregistrement, le droit variera d'après la nature de l'acte soumis à la formalité.

Lorsque plusieurs dispositions sont dépendantes, un seul droit est dû, celui de la disposition principale.

Il faut pouvoir la reconnaître; cette question a une grosse importance pratique car il y a des différences de taux des droits.

Supposons une constitution de rente moyennant l'abandon d'un immeuble; suivant que l'on considérera l'abandon d'immeuble ou la constitution de rente comme la disposition principale, le droit baissera de 13,50 % à 3 %.

Il existe deux sortes de dépendances, la dépendance réciproque et la dépendance accessoire.

Niée par Wahl (N° 150, il ne suffit pas que l'une des deux dispositions soit essentielle au contrat) cette distinction est admise par Naquet et tous les auteurs modernes.

Naquet dit en effet (N° 124) : « Il... ne faut pas exiger que chacune des dispositions stipulées forme un élément essentiel du contrat, il suffit que l'une des deux ait ce caractère. »

Et c'est M. Gothot qui a donné la définition de la dépendance réciproque et de la dépendance accessoire.

Il y a dépendance réciproque lorsque deux dispositions de l'acte font office de cause l'une envers l'autre; par exemple, échange d'immeuble contre un autre immeuble ou contre un meuble; vente d'immeuble contre cession de créance ou constitution de rente viagère.

Il y a dépendance accessoire lorsque l'une des dispositions de l'acte rentre dans la nature juridique de l'opération formée par les autres dispositions.

Par exemple : sera une dépendance accessoire la clause qui déduit une conséquence nécessaire d'une autre clause.

Egalement la mainlevée d'hypothèque lorsqu'elle est contenue

dans la quittance de la somme dont le paiement était garanti par l'inscription hypothécaire. Elle dérive nécessairement de la quittance car l'hypothèque ne peut plus produire d'effet.

En cas de dépendance accessoire, on taxera la disposition principale.

Toutes les difficultés vont commencer lorsqu'on se trouvera en présence de dépendance réciproque.

Le Code ici encore est de peu de secours. Il a seulement dit que dans le cas de transmission de biens, la quittance donnée par le même acte n'était pas la disposition principale.

Que faire pour les autres cas ?

L'ancien droit avait réglé la question d'une façon peu juridique mais extrêmement simple : on taxait d'après la disposition qui payait le droit le plus fort.

La règle est restée la même pendant tout l'ancien Droit.

L'édit de Décembre 1703 concernant « règlement sur les insinuations laïques » dispose :

« Voulons néanmoins que dans le cas où un même acte se trouverait contenir différentes dispositions sujettes à insinuation, et concernant les mêmes personnes, il ne soit payé qu'un seul droit d'insinuation sur le pied le plus fort ».

L'article 182 de la déclaration du 20 Mars 1708, sur la perception des droits de contrôle, sur les actes des notaires, est dans le même sens : « Pour les actes contenant différentes dispositions entre les mêmes parties, il ne sera payé qu'un seul droit sur la plus forte disposition. »

Enfin, l'article 96 du tarif du 29 Septembre 1722 :

« Pour les contrats et actes qui renfermeront différentes dispositions entre les mêmes parties, il ne sera payé qu'un droit qui sera pris sur le pied de l'article le plus fort de tous ceux du présent tarif auquel les dits contrats et actes pourront avoir rapport. Mais

lorsque les dits actes contiendront différentes dispositions pour différents faits entre différentes parties, qui auront des intérêts différents, il sera payé autant de droits de contrôle, suivant le tarif, qu'il y aura de différentes parties principales ou intervenantes dans les dits actes, pour des intérêts particuliers, chacun suivant la nature des dispositions qui le concerneront. »

Mais cette règle paraît abrogée par le décret d'Enregistrement des 5-19 Décembre 1790.

Article 7. — L'Enregistrement prescrit par le présent décret se fera en rappelant sur le registre à ce destiné par extrait et dans un même contexte, toutes les dispositions que l'acte contiendra.

La somme des droits sera réglée par les différentes classes et sections de tarif auxquelles se rapporteront les dispositions qui ne dérivent pas nécessairement les unes des autres.

SECTION I

Les théories élaborées par la Régie

L'article 314 C. E. donne à la Régie la solution des difficultés qui peuvent s'élever entre elle et les contribuables à propos de la perception des droits d'Enregistrement.

Si les parties estiment que le Receveur a trop perçu, elles font une demande en restitution de droits.

En cas de refus, elles n'ont de recours que devant le Tribunal.

S'il s'agit de droits minimes, ce recours est illusoire. Les dépenses à supporter (rédaction de mémoires et autres frais), seront dans tous les cas supérieures aux droits discutés. L'Administration, au contraire, fait juger les questions de principe, même de minime importance, aux frais du Trésor. On y gagne encore à ne rien dire.

Tout le monde n'a pas l'esprit aussi chicanier que le Directeur de la Caisse rurale de Manigod.

§ 1^{er}. — Le droit le plus élevé

Grâce à cette supériorité de fait, l'Administration a soutenu une première théorie d'après laquelle la disposition principale était celle qui donnait lieu à la perception la plus élevée.

Elle la justifiait ainsi (J. E., 10.657).

L'article 1104 C. C. porte que le contrat est commutatif lorsque chacune des parties s'engage à donner ou à faire une chose qui est

regardée comme l'équivalent de ce qu'on lui donne ou de ce qu'on fait pour elle.

En l'espèce, il s'agissait d'un bail de nourriture contre un transport de créance. L'Administration soutenait :

« Si le transport de créance est présenté comme la condition du bail, on peut dire aussi que le bail est la condition du transport. Il n'est dû qu'un seul droit ; mais on ne peut contester à l'Administration la faculté de percevoir sur la disposition la plus avantageuse. »

De plus, l'Administration ajoutait une autre raison. Elle tirait argument de l'article 96 du tarif du 29 Septembre 1722.

Plusieurs auteurs se sont engagés dans cette voie, et ont soutenu le point de vue de l'Administration.

Ainsi Demante (T. I, N° 78) :

« L'Administration a le droit et le devoir d'envisager l'opération du côté qui donne lieu à la perception la plus élevée. »

Garnier, II, N° 4601, al. 2 : « La jurisprudence et la doctrine s'accordent à reconnaître que l'Administration a le droit et le devoir de frapper les dispositions donnant ouverture au droit le plus élevé, les parties ne pouvant s'en prendre qu'à elles, si elle n'ont pas mieux précisé leur volonté. »

Enfin M. Gothot, p. 116 : « Le législateur de Frimaire ne s'est pas expliqué sur ce point (savoir s'il fallait ou non revenir à l'article 96 du tarif de 1722) ; il n'est pas interdit de penser qu'il n'a pas voulu adopter la solution employée sous l'ancien régime. »

On peut ne pas partager cette manière de voir. Nous avons d'ailleurs vu que le décret des 5-19 Décembre 1790 n'avait pas reproduit cette solution.

Naquet estime que la règle fondamentale est que toute disposition devrait payer un droit (il semble que la logique serait d'admettre

la solution opposée). La règle des dispositions dépendantes est une exception en faveur des contribuables. En les imposant au droit le plus élevé, on leur fait encore un avantage.

Enfin, dans une note au Dalloz de 1869 (D. 69-1-265), on dit pour justifier la perception du droit le plus fort :

« La quotité des droits établis par la loi de Frimaire n'a pas été fixée arbitrairement. Ils ont été déterminés suivant une progression rigoureusement combinée ; et c'est d'après leur nature et leurs effets comparés, que les différentes classes d'actes et de mutations ont été réparties entre les diverses catégories de droits adoptées par le législateur. »

Peut-être le législateur de Frimaire avait-il ce souci ; celui de 1938 ne l'a certes plus.

La doctrine du droit le plus fort a un premier inconvénient. Elle va modifier suivant les variations de tarif la dénomination des actes, et fera considérer comme principale, tantôt une disposition, tantôt une autre.

L'article 5 C. E. qui déclare que la quittance contenue dans un acte n'est jamais la disposition principale, a condamné ce système.

Dans un bail, la disposition principale ne sera jamais la quittance, et cependant, elle supportait un droit (1 %) supérieur à celui du bail (0.80 %) article 354 C. E.

Depuis le décret-loi du 8 Juillet 1937, la question est dépourvue d'intérêt pratique ; le droit de bail est maintenant de 1 %.

Cela montre bien, dit Wahl, l'intention du législateur de déroger à la théorie du droit le plus fort proclamé par le tarif de 1722.

Contre cette théorie se sont élevés la majorité des auteurs modernes (MM. Allix et Lecercle, Hamel, Pilon) et la jurisprudence.

Dès le 6 Janvier 1834, la Chambre Civile de la Cour de Cassation a repoussé cette théorie (S. 1834-1-90).

Il s'agissait d'un contrat de mariage dont les articles 4 et 8 stipulaient ce qui suit :

Article 4. — Monsieur Perry, le futur époux, se constitue ses droits dans la succession non encore liquidée de sa mère.

Article 8. — Monsieur Perry Père promet et s'engage à faire pendant sa vie au futur époux une pension annuelle de 400 francs, exempte de toute retenue, qui courra dès l'instant de la célébration du mariage, et sera payable en entier le 6 Novembre de chaque année.

Monsieur Perry, le futur époux, ne pourra pendant tout le temps que lui sera payée cette pension, rien réclamer à son père relativement à l'usufruit des droits maternels dont il est question dans l'article 4 ci-dessus.

Lors de l'enregistrement, le Receveur ne perçut qu'un droit de 62 c. 1/2 % pour donation mobilière à raison de la constitution de pension qu'elle renfermait.

Mais plus tard, la Régie prétendit que cette clause contenait une transmission d'usufruit à titre onéreux passible du droit de 5 1/2 % et décerna une contrainte en paiement de ce droit.

Le Tribunal d'Agen débouta l'Administration de sa prétention en disant : il y a une libéralité du père envers son fils. L'abandon d'usufruit du fils en faveur du père n'est qu'une condition (et ce n'est pas l'abandon à titre onéreux de l'usufruit). La pension doit être payée pendant toute la vie du donataire qui ne pourra jamais se soustraire à cette obligation, quand bien même un événement imprévu et indépendant de la volonté du fils dépouillerait le père de la jouissance des biens compris dans l'usufruit. Il n'y a pas de garantie du fils vis-à-vis du père, ce qui prouve bien que c'est une cession à titre gratuit.

L'Administration se pourvoit en Cassation.

La Chambre Civile rejeta le pourvoi.

« Attendu que la donation... est la clause principale de l'acte, que ce qui est relatif à l'usufruit des biens maternels n'en est que l'accessoire et une condition que le sieur Perry pouvait imposer à sa libéralité. »

La Cour de Cassation a encore repoussé la théorie de la Régie (Civ. 29 Décembre 1868, D. 69-1-265).

Un individu vend une terre pour 5.000 francs et une créance de 25.000 francs pour 25.000 francs. Les deux prix, soit 30.000 francs, restent aux mains des acheteurs (cessionnaires) et sont convertis au profit du cédant en une rente viagère annuelle de 2.800 francs payable par semestre.

L'Administration perçut 5.50 % sur le prix de la vente augmenté de moitié à cause de l'usufruit (soit 5.50 % sur 7.500 frs) et 1 % sur le capital de la créance cédée.

Ce second droit lui parut insuffisant.

Elle continuait à percevoir 5.50 % sur la vente de l'immeuble dont le prix était représenté par une constitution de rente viagère et prétendait considérer le reste du contrat comme une constitution de rente viagère (au tarif de 2 %) dont le prix était la cession de créance.

L'Administration réclamait un supplément de 1 %.

Elle dissociait le contrat de façon à percevoir toujours le droit le plus fort.

Le Tribunal d'Argentan avait repoussé sa contrainte en disant que toutes les dispositions de l'acte étaient connexes, « et de deux choses l'une, ou la disposition principale est la constitution de rente viagère, donc 2 % sur 30.000 francs ou bien une vente et une cession de créance: 5.50 % sur 7.500 + 1 % sur 25.000. »

Mais « l'Administration ne peut pas être admise à réclamer à côté de ce droit de vente perçu et maintenu par elle sur partie des dispositions connexes de l'acte en litige, un droit de nature différente (constitution de rente) pour le surplus des dispositions dudit acte. »

Malgré l'Avocat Général Blanche qui voulait voir casser le jugement, la Cour de Cassation a rejeté la prétention de la Régie.

C'était logique. Il y avait unité de contrat. Si l'aliénation des divers objets procédait d'un seul engagement, il était impossible de

le décomposer sans violer la Loi du contrat et la volonté des parties. L'éviction à l'égard d'un des deux objets devait entraîner la ruine de l'acte entier, de même que le défaut de paiement de la moindre partie de la rente motiverait la résolution totale de la convention.

§ 2°. — Le droit sur la disposition la plus importante

Battue dans sa prétention d'exiger toujours le droit le plus élevé, l'Administration modifia sa théorie pour rassurer la Cour de Cassation, tout en continuant à enregistrer les actes au droit le plus élevé.

C'est dans le paragraphe 3 de l'Instruction 1999 du 18 Mai 1854 qu'est exposée cette théorie qui n'est qu'un succédané de la précédente.

« Lorsqu'un acte renferme deux dispositions tarifées différemment, mais qui à raison de leur corrélation, ne sont pas de nature à donner ouverture à la pluralité des droits, celle des transmissions dont la valeur est la plus considérable, et forme par son importance la disposition principale, doit servir de base pour établir la perception.

La Régie, pour étayer sa thèse, a construit tout un système, toute une hiérarchie entre les obligations que peut contenir un contrat.

Ce n'est jamais le prix qui constitue la disposition principale car l'argent n'est pas un objet de commerce, mais un moyen de le faire. Les droits seront calculés sur la valeur exprimée par le prix (sauf possibilité pour l'Administration d'en montrer la fausseté ou l'insuffisance). Mais la disposition principale en sera la corrélatrice.

C'est logique, car s'il en était autrement, si le prix était la disposition principale, il n'y aurait pas de raisons qu'il y ait une

différence de tarif entre les ventes de meubles et celles d'immeubles. On dirait toujours que c'est le prix, la disposition principale.

Le Code lui-même l'empêche.

Quand il y a deux obligations corrélatives portant l'une sur un corps certain, l'autre sur un corps qui se consomme par l'usage, c'est la première qui est la disposition principale ; la seconde ne fait que fonction de prix.

Si les deux obligations concernent également un corps certain, il faut rechercher laquelle des deux choses échangées se rapproche le plus de l'argent, et peut être davantage considérée comme une valeur.

L'Administration a adopté l'ordre suivant :

Argent, lingot, diamants, rentes, créances, actions, choses fongibles, objets mobiliers, obligations de faire, immeubles.

Enfin, s'il n'y a rien d'autre pour lui permettre de choisir, l'Administration continue à appliquer le droit le plus élevé.

C'est arbitraire.

Ainsi une cession de créance contre une constitution de rente viagère. Quelle est la disposition principale ?

La plus importante, celle dont la valeur est la plus considérable.

C'est ce que la Cour de Cassation a admis.

Une mère fait une donation-partage de ses biens, mais elle stipule qu'on lui laissera l'usufruit des biens paternels.

Les deux dispositions étaient dépendantes, mais comme la valeur de l'usufruit des biens paternels était plus considérable que ceux donnés, l'Enregistrement, après avoir perçu un droit sur la donation-partage, voulut percevoir sur l'abandon d'usufruit et réclama un complément de droits.

Le Tribunal de Blois jugea que lorsque dans un contrat il y a transmission réciproque de biens, celle dont la valeur est la plus

considérable et forme par son importance la disposition principale, doit servir de base pour établir la perception des droits...

Qu'il est évident que toutes les stipulations sont à l'avantage de la mère et que, par conséquent, la donation à son profit doit être considérée comme la disposition principale du contrat et servir de base à la perception des droits d'Enregistrement.

Ce jugement fut confirmé en Cassation (Inst. 1999-3).

Ce système n'est pas meilleur que le premier, et cependant Wahl l'admet (p. 168) comme pis-aller, lorsque les parties n'ont pas qualifié leur contrat.

La disposition qui doit être tarifée est par suite la plus importante, celle sans laquelle l'acte n'existerait pas.

SECTION II

Comment faut-il envisager cette question ?

Il faut d'abord poser quelques règles de base, et admettre la possibilité pour l'Administration de contrôler la qualification de l'acte, et d'en démontrer le cas échéant l'inexactitude.

Le prix ne constituera jamais la disposition principale, dans le cas de transmission de biens.

Mais en revanche, l'Administration n'a pas le droit de couper un contrat « en petits morceaux » pour percevoir des droits plus élevés.

Elle doit le prendre tel qu'on le lui donne.

§ 1^{er}. — Acte qualifié par les parties

L'Administration doit accepter la qualification, surtout lorsqu'aucune clause de l'acte n'est incompatible avec cette qualification.

C'est ce que la Chambre Civile a jugé le 8 Mai 1854 (D. 54-1-185).

L'Administration prétendait que ce que les parties avaient qualifié de convention de mariage (soumise par l'article 332, 4^o, au droit de 75 francs) était en réalité une donation passible du droit proportionnel.

Une telle interprétation était contraire à l'article 1.525 C. C.

« Attendu, a dit la Cour de Cassation, que la volonté exprimée par les contractants, et le caractère légal de leurs stipulations ne sauraient être contestés par l'Administration de l'Enregistrement qu'autant que la clause ainsi qualifiée renfermerait des conditions ou des éléments contraires à la nature de la convention de mariage... caractérisant une véritable libéralité.

« Attendu que ce pacte, fidèle à la définition qu'il a reçu du contrat, se renferme dans les limites tracées par l'article 1.525 C. C. »

La Cour l'a réaffirmé le 22 Février 1887 (D. 87-1-500) dans un cas très particulier qui montre combien la Cour veut que l'on respecte la qualification des parties.

Une Société avait donné à bail une machine à vapeur moyennant un loyer déterminé. Sous une rubrique : « promesse de vente », il était stipulé que le locataire pourrait acheter la machine pendant le cours du bail moyennant un prix convenu.

L'Enregistrement soutenait que c'était une vente déguisée sous forme de bail.

Tel n'a pas été l'avis de la Cour de Cassation qui a dit :

« Attendu que pour attribuer au contrat les caractères d'une vente à terme, le jugement s'est fondé sur des indications tirées... du rapprochement et de la combinaison de diverses clauses de l'acte...

« Attendu qu'aucune de ces clauses n'est incompatible avec la qualification que les parties ont donné à leur convention.

« Que dès lors, il n'est pas permis de s'écarter des clauses de l'acte. »

Elle a cassé le jugement de première instance qui avait suivi le point de vue de l'Administration.

Et cependant, il y avait là beaucoup de circonstances de fait qui paraissaient devoir faire pencher la balance dans le sens de l'intérêt de l'Administration.

Le bailleur : Société Française de matériel agricole de Vierzon,

aux termes de ses statuts, avait pour but la fabrication et la vente à long terme des machines.

Le preneur habitait Marseille.

On s'expliquait mal un bail d'une si courte durée qui nécessitait le transport à longue distance d'un appareil encombrant exigeant des travaux d'installation importants. Au surplus, la promesse de vente était faite pour 18.455 francs, c'est-à-dire la somme des loyers de la machine pendant 46 mois. En cas d'achat, les fermages échus venaient en déduction.

Enfin, le risque d'incendie avait été mis à la charge du preneur.

Cette qualification, l'Administration a le droit de la contrôler et au besoin de la rectifier, elle est créancière de l'impôt.

On peut comparer l'Administration de l'Enregistrement à celle des Douanes.

Quand un industriel déclare importer du coton, l'Administration des Douanes a le droit de vérifier et de contrôler. Le coton ne paie pas les mêmes droits qu'une autre plante textile ou que la laine.

Et si, on s'aperçoit qu'il a fait une fausse déclaration, la Douane a le droit de la rectifier, mais l'Administration ne peut l'obliger à importer une matière qui soit plus imposée.

C'était déjà l'opinion de Championnière et Rigaud.

La Cour de Cassation a admis ce principe de contrôle dans un arrêt de la Chambre Civile du 20 Août 1867 (S. 67-1-407).

« Attendu que si, en principe, les parties peuvent revêtir leurs conventions de la forme qui leur agréée, et si la perception des droits d'Enregistrement doit s'établir sur la forme extrinsèque et sur les effets légaux des contrats sans qu'il soit permis à la Régie... de rechercher les intentions secrètes des parties, il en est autrement lorsque la substance d'un acte aussi bien que ses conséquences nécessaires et immédiates protestent contre la qualification que les

contractants lui ont donnée, et qu'il ressort de l'économie de ces dispositions, qu'elles ont été combinées en vue de dissimuler une autre nature de contrat qu'on voulait soustraire au droit déterminé par la loi fiscale. »

Enfin, par son contrôle, l'Administration doit examiner si les dispositions sont réellement dépendantes, si sous le couvert d'une fausse dépendance ne se cache pas une fraude à la loi.

Ainsi l'obligation imposée au preneur dans un contrat de bail de verser une somme importante en garantie de paiement des loyers (c'est une disposition dépendante) peut servir à dissimuler un acompte sur une vente éventuelle.

Sur le prix de vente ainsi dissimulé, les parties échappent au droit de vente de 13.50 %, et à la taxe de première mutation s'il y a lieu.

§ 2. — Acte non qualifié par les parties

Si les parties n'ont pas qualifié l'acte, le Receveur doit en rechercher la véritable nature.

Il examinera dans quelles circonstances le contrat a été passé, et le but poursuivi par les parties.

C'est ce que dit l'Instruction 3.255 du 28 Août 1908 :

« Il appartient à l'Administration de l'Enregistrement de rechercher pour l'application de la loi fiscale, quelles sont d'après les règles du Droit commun, la nature et le caractère légal des actes et des contrats assujettis à l'impôt.

« Au besoin, le Receveur devra appliquer les articles 1156 et 1164 du Code Civil, tout spécialement 1156. »

C'est ce que recommande la Chambre Civile dans un arrêt du 14 Décembre 1840 (S. 41-1-53).

« Attendu que les dispositions des actes doivent être appréciées d'après les effets qu'elles peuvent produire, plutôt que par le sens littéral des termes dont les parties ont usé. »

S'il est impossible de déterminer la véritable nature de l'acte, on doit taxer au droit le moins élevé.

Naquet, Garnier, Demante et M. Gothot ne sont pas de cet avis et nous en avons déjà donné les raisons.

C'est par contre l'avis de Walh et de tous les auteurs modernes.

Wahl dit en effet (N° 168) : « Si les parties ne qualifient pas un contrat susceptible de plusieurs qualifications, celle des qualifications qui doit l'emporter, c'est celle qui donne ouverture au droit le moins élevé. » Wahl soutient qu'il faut voir une analogie avec l'article 1162; ce n'est pas exact, car la Régie n'est pas partie à l'acte. Le redevable du droit n'a jamais contracté avec la Régie. Il ne fait que subir la loi fiscale, qui s'impose à lui et domine son contrat.

Au surplus à ce moment, les contribuables n'auraient qu'à embrouiller les clauses de leurs actes pour être certains de toujours payer le droit le moins élevé.

Il ajoute que la Régie est demanderesse, et qu'il lui appartient de faire la preuve de l'exigibilité des droits réclamés.

Mais l'Administration n'est pas créancière. Elle est indépendante du contrat; elle est là pour percevoir une taxe. Elle va chercher à définir le contrat, et c'est tout. Elle est entièrement autonome.

M. Hamel, dont nous partageons l'avis, estime que si l'Enregistrement doit percevoir le droit le moins élevé, c'est uniquement parce que les actes ne devraient pas être taxés.

En effet, au début, aucun acte ne payait de droit d'Enregistrement (avant que n'existent les droits de contrôle et d'insinuation, ancêtres de l'Enregistrement).

Aujourd'hui, la taxation a tout envahi. Mais cela ne doit pas nous faire perdre de vue qu'en réalité elle n'est qu'une exception.

Toute exception doit s'interpréter restrictivement.

En cas d'hésitation entre deux droits, on devra donc faire payer le plus faible.

Malheureusement, l'Enregistrement a une grosse supériorité de fait et il faut bien reconnaître qu'il n'applique guère cette dernière règle. En cas de doute, il taxe souvent au droit le plus élevé, et, devant lui, les contribuables restent désarmés.

CHAPITRE IV

DISPOSITIONS INDEPENDANTES

Lorsqu'on sera en présence de dispositions indépendantes, on percevra autant de droits que de dispositions.

Seulement l'expression « dispositions indépendantes » n'a pas le même sens au point de vue Enregistrement et au point de vue Timbre.

Section I. — Enregistrement

L'article 6 C. E. nous indique que lorsque dans un acte civil judiciaire ou extrajudiciaire, il y a des dispositions indépendantes, il est dû pour chacune selon son espèce un droit particulier dont la quotité est déterminée par l'article de la présente codification dans lequel la disposition se trouve classée.

Ainsi supposons un acte qui contient vente d'une maison par A à B et location de cette maison par B à C.

On percevra un droit de vente d'immeuble et un droit de bail.

Cette règle était rigoureuse surtout à propos des droits fixes.

Les droits fixes, comme les droits de timbre, perçus sans tenir compte de l'importance de l'acte, seront d'autant plus onéreux que l'intérêt en cause sera plus faible.

Une procuration sera enregistrée au droit de 30 francs, qu'elle serve par exemple à retirer d'une banque 1.000 francs ou 100.000 francs. Dans le second cas, le droit sera cent fois plus léger que dans le premier.

Aussi des exceptions à la règle — « un droit par disposition indépendante » — s'imposaient.

Toute une évolution a abouti au décret-loi du 30 Octobre 1935 (nouvel article 7 C. E.) qui a supprimé la perception d'un grand nombre de droits fixes.

Mais avant d'exposer la nouvelle règle, nous allons étudier les principales exceptions à la règle de l'unité de droits par disposition.

Toutes ces exceptions sont maintenant englobées dans la règle de l'article 7, mais elles nous montreront les raisons qui ont poussé le législateur à changer le principe de perception.

Nous étudierons successivement :

1° Les exceptions contenues dans la Loi de Frimaire (art. 68, § 1^{er}, N° 30).

2° L'article 23 de la Loi du 28 Avril 1893.

3° L'article 25 de la même Loi.

4° Enfin l'article 11 de la Loi du 26 Janvier 1892.

Première Exception

Art. 68, § 1^{er}, N° 30, de la Loi de Frimaire
(Art. 326, 2°, alinéa 2 de la Codification, édition 1935)

Il s'agit des exploits d'huissiers, c'est-à-dire des actes de leur ministère, dont l'alinéa 1^{er} de l'article donne une énumération, qui n'est pas limitative : significations, commandements, demandes, notifications, citations, etc...

L'alinéa 2 dispose :

« Il est dû un droit pour chaque demandeur ou défendeur, en quelque nombre qu'ils soient dans un même acte (c'est ici le principe : un droit par disposition indépendante) et voici l'exception : excepté les copropriétaires et cohéritiers, les parents réunis, les coïntéressés, les débiteurs ou créanciers associés ou solidaires, les séquestres, les experts et les témoins, qui ne seront comptés que pour une seule et même personne soit en demandant, soit en défendant dans le même original d'acte, lorsque leurs qualités y sont exprimées. »

Il faut expliquer la plupart de ces mots :

Copropriétaires. — Ceux dont les droits sont indivis. Ainsi les propriétaires d'une cour commune.

Cohéritiers. — Les héritiers légitimes ou naturels, ab intestat, les légataires universels ou à titre universel. Mais, on en écarte les légataires à titre particulier. Enfin, on y assimile les exécuteurs testamentaires.

Parents réunis. — Ceux qui agissent ou sont actionnés ensemble pour la même cause et dans le même intérêt. Ainsi les père et mère qui font opposition au mariage d'un de leurs enfants ; car ils le font dans un intérêt unique, celui de la famille.

Séquestres. — Il faut considérer comme séquestres les syndics de faillite et tous autres administrateurs nommés par la Justice.

Enfin les coïntéressés. — Ce terme englobe tous les autres.

D'après un avis du Conseil d'Etat du 31 Mars 1824, cette expression devait être entendue d'individus ayant un seul et même intérêt, par sa nature indivisible.

Cette interprétation conduit à ne pas considérer comme coïntéressés ceux qui n'ont qu'un intérêt identique, car ces personnes ne sont pas forcément liées les unes aux autres.

Pour être coïntéressés, il faut remplir quatre conditions :

- Avoir un intérêt commun ;
- Intérêt commun dans la personne des intéressés et non dans celle de leur mandataire ;
- Que tout soit rédigé dans un seul acte ;
- Que les qualités de tous les coïntéressés y soient inscrites.

Les trois dernières conditions demandées par la Loi de Frimaire sont assez claires pour ne pas être développées davantage.

Que faut-il entendre par intérêt commun ?

La règle posée par le Conseil d'État (un seul et même intérêt par sa nature indivisible) était trop sévère. La Cour de Cassation a été moins rigoureuse.

La Régie prétendait que pour être coïntéressés, il fallait qu'il s'agisse « d'individus ayant un seul et même intérêt, duquel doit résulter nécessairement une indivisibilité de droits et d'actions de nature à les faire considérer comme une seule et même personne, de telle sorte que, de cette indivisibilité naisse une seule et même condition dans la poursuite comme dans le résultat. »

Pour la Cour de Cassation, il faut d'abord différencier l'identité et la communauté d'intérêt.

« Attendu que l'expression « coïntéressés » implique l'idée de communauté, non celle d'identité d'intérêt ; que plusieurs personnes, bien qu'ayant des droits distincts ont souvent un commun intérêt à faire un acte qui profite également à toutes, quelle que soit la diversité de nature ou d'origine des droits qu'il s'agit de protéger. » (Req. 12 Janvier 1869, D. 69-1-248).

La Cour a posé aussi une définition des coïntéressés.

« Il est incontestable que la réunion de plusieurs demandeurs pour l'exercice d'une action spéciale dans un but commun, exclusif de toute condamnation, en vertu d'un titre individuel séparé établit pour l'objet spécial de cette demande, la qualité de coïntéressé. » (Req. 2 Juin 1832, S. 1832-1-435).

Deuxième Exception

Une seconde exception a été apportée au principe de la Loi de Frimaire par l'article 23 de la Loi du 28 Avril 1893 (Art. 326, 2^e Al., 3 C. E., édition 1935).

Est abrogé le dernier alinéa de l'article 68, § 1^{er}, N^o 30 de la Loi de Frimaire, en ce qui concerne les exploits relatifs aux procédures de délaissement par hypothèque, de purge des hypothèques légales ou inscrites, de saisie immobilière d'ordre judiciaire et de contribution judiciaire.

En conséquence, il ne sera dû qu'un seul droit pour ces exploits quel que soit le nombre des demandeurs et des défendeurs.

A ces exploits, il fallait ajouter ceux nécessités par les incidents de procédure. Mais pour tous les autres actes, la règle de la pluralité subsistait.

Le principe de la pluralité aboli par l'article 23 de la Loi du 28 Avril 1893 entraînait auparavant des conséquences fâcheuses.

Ainsi dans une affaire qui était allée jusque devant les Chambres Réunies (Ch. Réun. 25 Juin 1855, S. 56-1-80), quinze acquéreurs des biens d'une même personne avaient fait à dix-neuf créanciers inscrits les notifications prévues par l'article 2.183 C. C.

L'Enregistrement avait dit : chacun des quinze acquéreurs fait dix-neuf significations, c'est-à-dire qu'il y a 285 liens de droit : pour chacun il réclamait le droit fixe de deux francs, soit avec le décime, six cent vingt-sept francs (627 francs).

C'était cher, d'autant plus cher, que pour être bien sûres de ne pas avoir payé plus qu'il n'était légalement dû, les parties assignèrent l'Administration devant le Tribunal Civil, ce qui les conduisit jusque devant les Chambres Réunies de la Cour de Cassation.

Troisième Exception

Article 25 de la Loi du 28 Avril 1893

Il ne sera perçu qu'un seul droit fixe d'enregistrement pour chaque acte distinct d'acceptation ou de renonciation à succession passé au Greffe quel que soit le nombre des acceptants ou des renonçants et celui des successions acceptées ou répudiées.

Il en sera de même pour les renonciations à communauté par acte au Greffe.

Ici il faut considérer les parties comme coïntéressées, elles agissent dans un but unique, le règlement de la succession qu'elles ont recueillie.

Les acceptations par acte notarié et sous seings privés étaient exclus du bénéfice de la Loi du 28 Avril 1893.

Ensuite, il fallait qu'un seul acte ait été rédigé, quel que soit d'ailleurs le parti que prenait, individuellement, chaque héritier.

L'Administration admettait même que par un même acte on pût refuser la communauté et la succession.

Naquet (T. 1, N° 129) estimait que cette disposition ne s'appliquait qu'à des personnes ayant entre elles un certain intérêt, mais qu'on ne pouvait l'étendre à des étrangers qui se réuniraient pour faire dresser un seul acte uniquement pour bénéficier de l'exemption des droits. (Dans ce même sens, Instruction 2.838).

En sens contraire, Walh (T. 1, N° 146) prétendait que le texte était général, et qu'il devait s'appliquer quand même il n'y aurait aucun lien entre les successions et les diverses personnes auxquelles elles étaient échues.

Quatrième Exception

Article 11 de la Loi du 26 Janvier 1892

« Sont affranchies de la pluralité édictée par l'article 11 de la Loi de Frimaire, dans les jugements et arrêts, les dispositions indé-

pendantes et non sujettes au droit proportionnel. Aucun droit fixe ne pourra jamais être perçu dans un jugement ou arrêt renfermant une ou plusieurs dispositions passibles du droit proportionnel. »

Des débats du Sénat (J. O. 1892, Sénat, p. 51 et 52) il résulte que la loi s'appliquait aussi lorsque le jugement ne comportait que des droits fixes. On en percevait alors un seul : le plus élevé.

L'Administration n'admettait pas entièrement ce principe. Ainsi pour les jugements d'envoi en possession de plusieurs successions, car il s'agissait moins de dispositions indépendantes que de jugements réunis dans un même contexte ; à la suite de cette loi, l'Administration envoya aux Receveurs l'Instruction 2.816 pour leur expliquer la façon de percevoir. Nous n'en parlerons pas, car ses termes ont été repris à la suite de la nouvelle rédaction de l'article 7 par l'Instruction 4.223.

Ces diverses exemptions de droits soulevaient des difficultés d'interprétation.

De plus, elles ne s'appliquaient pas aux actes civils.

Pour les renonciations à succession, il y avait un régime de faveur quand elles avaient lieu au Greffe.

Enfin, il a semblé illogique de percevoir des droits fixes de 30 francs par exemple, alors que l'on venait déjà sur le même acte de percevoir un droit proportionnel quelquefois très élevé. Ainsi (art. 331, § 1^{er}) dans les contrats de mariage où l'on percevait le droit fixe, à l'époque de 37 fr. 50, alors qu'il y avait quelquefois un droit très important perçu sur une donation ; il semblait utile d'unifier la législation sur ce point en accordant aux actes civils et à tous les actes extrajudiciaires le bénéfice de l'article 11 de la Loi du 26 Janvier 1892, et on abandonnait un principe « dont les conséquences étaient parfois extrêmement rigoureuses. » (J. O. Octobre 1935, p. 11.430).

Nous avons maintenant le nouvel article 7 C. E. (Edition 1937) :

« Sont affranchies de la pluralité édictée par l'article qui précède

« dans les actes civils, judiciaires ou extrajudiciaires, les dispositions indépendantes non soumises au droit proportionnel.

« Lorsqu'un acte contiendra plusieurs dispositions indépendantes donnant ouverture, les unes au droit proportionnel, les autres à un droit fixe, il ne sera rien perçu sur ces dernières dispositions, sauf application du droit fixe le plus élevé comme minimum de perception si le montant des droits proportionnels exigibles est inférieur. »

Par droit proportionnel, il faut entendre aussi les droits progressifs.

Ainsi la règle générale, c'est l'unité de perception des droits fixes.

Quelle que soit la nature de l'acte, il faudra maintenant appliquer les règles suivantes pour son enregistrement lorsque cet acte contiendra des dispositions indépendantes soumises à des droits fixes.

1° L'acte ne contient aucune disposition passible du droit proportionnel ou du droit progressif. Il renferme plusieurs dispositions sujettes au droit fixe. Un seul droit sera exigé, mais ce sera celui de la disposition donnant ouverture au droit le plus fort.

2° L'acte contient des dispositions sujettes à des droits proportionnels ou progressifs, et une ou plusieurs dispositions sujettes à des droits fixes.

a) Le total des droits proportionnels ou progressifs est supérieur au droit fixe exigible sur la disposition donnant ouverture au droit fixe le plus élevé. Les droits proportionnels ou progressifs seront alors seuls exigés.

b) Le total des droits proportionnels ou progressifs est inférieur au droit fixe le plus élevé. Dans ce cas, c'est ce droit fixe qui sera seul perçu.

Si l'acte ne contenait que des dispositions donnant ouverture à des droits proportionnels ou progressifs, on continuerait à les percevoir tous.

De plus, on continuera à percevoir indépendamment des autres

droits, le droit de titre, qu'il soit fixe, proportionnel ou progressif (art. 392) (Instruction 4.223, p. 3).

L'Administration a remis le Code de l'Enregistrement en harmonie avec le nouvel article 7. En comparant l'édition 1935 à la nouvelle de 1937, on peut voir que tout ce qui avait trait à la multiplicité des droits fixes a été supprimé.

Ainsi, pour l'émancipation, art. 334, 2° : « le droit est dû pour chaque émancipation », disait l'édition 1935. Cette phrase est supprimée dans celle de 1937.

On peut voir aussi :

Certificat de vie. — Art. 325, 3°.

Copies collationnées. — Art. 325, 4° et 327, 16°.

Les acceptations et renonciations à successions ou communauté.
— Art. 327, N^{os} 1 et 2.

Constitution de bien de famille. — Art. 327, 12°.

Lettres de voiture. — Art. 327, 41°.

Exploits. — Art. 326, 2°.

Connaissements. — Art. 330, 3°.

Dispositions soumises à l'évènement du décès dans un contrat de mariage. — Art. 332, 4°.

Actes de commerce. — Art. 328.

Toutefois, pour les actes à vacations, la pluralité des droits fixes subsiste (Art. 327, N^{os} 38 et 53). Cette mesure est conforme avec la lettre du nouvel article 7. Une vacation n'est pas une disposition indépendante au sens de l'article 6. Mais elle ne paraît guère conforme à son esprit qui était d'abandonner le principe de la pluralité des droits dont la conséquence était trop rigoureuse.

SECTION II

Le Timbre

Ici aussi le Timbre a des dispositions qui autrefois étaient à l'opposé de celles de l'Enregistrement, mais qui maintenant tendent dans une certaine mesure à s'en rapprocher.

Lorsqu'un seul acte est rédigé, toutes les dispositions qui y sont contenues ne sont soumises qu'à un seul droit de timbre. Ce sont des dispositions dépendantes au point de vue du Timbre ; nous avons vu que pour l'Enregistrement on analysait l'acte. Pour le Timbre, du fait que tout est écrit en un seul contexte, on ne devra qu'un seul droit. Au contraire, il y aura pluralité de droits lorsque plusieurs actes auront été rédigés.

Ainsi, une vente sous seings privés devra être rédigée en trois exemplaires. Un pour le vendeur, un pour l'acheteur, un pour l'Enregistrement. Il n'est perçu qu'un seul droit d'Enregistrement (nous supposons qu'il n'y a pas dans cette vente de dispositions indépendantes soumises au droit proportionnel). Mais on perçoit trois droits de Timbre.

Les copies des actes sont, elle aussi, dispensées d'enregistrement, mais doivent être écrites sur papier timbré. Il faut même un papier timbré d'un format spécial.

Depuis le décret du 30 Octobre 1935, le droit de Timbre s'est beaucoup rapproché des droits fixes d'Enregistrement. Un acte qui contient plusieurs dispositions indépendantes soumises à des droits fixes ne paiera que deux droits : un droit de timbre et un d'enregistrement.

Pour les actes contenant des dispositions indépendantes soumises à des droits fixes, le critérium de l'exigibilité des droits sera le même que pour le Timbre : un seul acte, donc un seul droit de timbre et un seul d'enregistrement. On aura donc intérêt à inscrire dans le même acte le plus de dispositions possibles soumises au droit fixe.

Là, comme pour le Timbre, l'impôt sera assis sur un fait matériel : la rédaction d'un seul écrit.

En schématisant, on dira :

Pour ne payer qu'un seul droit, il faut pour le Timbre et pour l'Enregistrement une condition préalable :

La rédaction d'un seul écrit.

Pour le Timbre et pour les droits fixes d'Enregistrement, la condition est suffisante.

Pour les autres droits d'Enregistrement, il faut en plus toutes les autres conditions que nous avons énumérées dans le Chapitre I.

Il existe d'ailleurs d'autres cas où il y a une très forte ressemblance entre les droits fixes et le droit de timbre.

En vertu de la règle « **Non bis in idem** », si un même fait juridique donne naissance à plusieurs actes, le droit ne sera dû qu'une fois.

Ainsi supposons la vente d'une maison. On paiera le droit au tarif de 13,50 %, puis, par un acte ultérieur, on constate la remise des clefs à l'acheteur. On ne paiera plus 13,50 % une seconde fois ; mais on paiera le droit des actes innommés, soit 30 francs. Enfin, on devra rédiger cet acte sur timbre, c'est-à-dire payer un droit de timbre.

Cette règle s'applique aux actes de complément, c'est-à-dire des actes qui n'auraient pas modifié la perception effectuée sur le contrat primitif, si leurs clauses avaient été écrites dans ce premier contrat.

Ainsi un contrat de prêt n'avait pas stipulé d'intérêt. Puis, par

acte de complément, on convient que les intérêts courront à un taux donné.

Elle s'applique encore aux actes de consommation et d'exécution : l'acte qui précise le lieu de livraison d'une chose vendue, ou qui constate la livraison de cette chose, par exemple.

Enfin elle s'applique aux actes refaits, pour quelque cause que ce soit. (Ainsi un acte de confirmation passé par un ex-mineur devenu majeur).

Tous ces actes sont soumis et au droit fixe et au droit de timbre.

N'y aurait-il pas intérêt à fusionner ces deux sortes de droits ? En augmentant le droit d'enregistrement par exemple !

Cela avait déjà eu lieu, dans un cas un peu différent : les articles 6 et 7 de la Loi de 1905 avaient supprimé le droit de timbre pour les ventes et échanges (dans certains cas) mais avaient augmenté les droits d'enregistrement.

Cette règle est d'ailleurs encore valable pour les ventes qui n'excèdent pas 5.000 francs. (Art. 451 C. T.).

CHAPITRE V

NATURE DU DROIT PERÇU

Nous avons vu qu'en Enregistrement, lorsque dans un même acte, il y avait plusieurs dispositions dépendantes, il n'était perçu qu'un seul droit : celui de la disposition principale.

SECTION I — Exposé de la question

Quelle est la nature de ce droit ? Doit-on dire : la disposition principale est enregistrée à son droit propre fixé par le tarif du Code, et les dispositions dépendantes sont exemptes d'enregistrement ; ou bien doit-on dire qu'il n'est perçu qu'un seul droit, celui de la disposition principale, mais qu'il frappe globalement toutes les dispositions de l'acte.

§ 1^{er}. — Intérêt de la question

Cette question, à première vue, semble n'avoir aucun intérêt pratique et cependant, l'article 360 C. E. lui en donne un.

Cet article qui soumet le cautionnement à un droit de 0 fr. 75 % dispose dans son deuxième alinéa :

« Le droit sera perçu indépendamment de celui de la disposition que le cautionnement aura pour objet, mais sans pouvoir l'excéder. »

Si la disposition cautionnée est dépendante d'une autre, suivant que l'on adoptera l'une ou l'autre théorie, on ne percevra rien ou bien on percevra 0,75 % sur le cautionnement.

La Régie naturellement était partisane de la théorie du droit global.

Dans la pratique, cette situation se présentait dans les contrats de mariage. Un tiers garantissait la restitution de la dot de la future, en se portant caution des futurs époux.

§ 2. — Opinion des Tribunaux de Première Instance

La jurisprudence était assez divisée.

Dans un contrat de mariage, les parents de la future lui constituaient en avancement d'hoirie une somme de 50.000 francs quittancée dans l'acte et un trousseau d'une valeur de 3.000 francs. Pour garantir la conservation de la dot, et en assurer le remboursement éventuel, le père et les oncles du futur s'étaient porté caution et avaient consenti une affectation hypothécaire sur leurs biens propres.

L'Enregistrement avait perçu un droit de contrat : 5 francs ;

Un droit de donation à 0,625 %, soit 311,25 ;

Un droit de caution de 5 francs et les décimes, 85,32.

Par la suite, l'Administration réclama un supplément de droit pour le cautionnement :

0,50 sur 50.000 francs, déduction du droit de 5 francs déjà perçu, soit principal et décimes : 306,25.

Les parties refusèrent de payer et le Tribunal de Bastia, à qui l'affaire avait été soumise, débouta la Régie le 13 Juillet 1900 (D. 1907-1-85 et S. 1909-1-105).

« Attendu... qu'il importe de déterminer à quelle disposition se rapporte la convention de cautionnement pour établir le droit à percevoir.

« Attendu que cette dernière stipulation (le cautionnement) s'applique à la reconnaissance faite par le mari et à l'obligation faite par ce dernier de restituer les sommes reçues à la dissolution du mariage.

« Attendu que d'après la doctrine constante de la Régie, la reconnaissance faite par le mari en faveur de sa femme des sommes dotales, ne donne lieu à la perception d'aucun droit, d'où la conséquence que le cautionnement s'appliquant uniquement à une clause du contrat affranchie de l'impôt ne saurait y être soumis, d'après l'article 69, § 2, N° 8, de la loi précitée (Art. 360 C. E.).

« Attendu... qu'il importe de remarquer que le droit à percevoir ne pourrait aux termes de l'article 69, § 2, N° 8, excéder le droit perçu sur l'obligation principale qui est nul, d'où il faut nécessairement conclure que le droit à percevoir sur l'obligation accessoire est nul aussi. »

En sens contraire et dans des circonstances identiques, la thèse du droit global était acceptée par le Tribunal de Ribérac le 10 Août 1905 (J. E. 27-167).

« Attendu que la reconnaissance (par le mari d'avoir reçu la dot) ne peut être isolée du reste de la donation, que c'est en effet de cette donation exécutée que l'obligation de restituer est née, que cet ensemble de faits dépendant les uns des autres sont frappés, quand ils sont constatés dans un acte de mariage... d'un droit unique, qui est le droit de donation, que c'est ce qu'a formellement déclaré le législateur lorsqu'il a dit dans l'article 68, § 3, N° 1 (368, alinéa 2, C. E.) que la reconnaissance de la part du futur d'avoir reçu la dot apportée par la future ne donne pas lieu à un droit **particulier**. »

Le législateur se servait de ce terme « **droit particulier** », parce qu'à son sens, la reconnaissance est atteinte par le droit général de la donation.

§ 3. — Opinion de l'Administration

La Régie fit trancher ce différend par la Cour de Cassation à propos du jugement du Tribunal de Bastia. C'est une des supériorités de l'Administration, lorsqu'elle veut soumettre une question au verdict de la Cour Suprême de pouvoir choisir une affaire où les intérêts pécuniaires sont si faibles, qu'elle ne trouve devant elle aucun contradicteur.

C'est ce qui s'est passé là. Les parties étaient de Bastia, le contrat de mariage y fut signé le 28 Octobre 1898, et l'affaire qui ne roulait que sur une somme de 306 fr. 25, ne fut jugée par la Chambre Civile que le 23 Octobre 1906, huit ans après. En Cour de Cassation, les parties firent défaut et ne se défendirent pas ; il était fatal que l'Administration eût gain de cause.

Pourquoi n'y a-t-il pas une organisation (les notaires, par exemple) qui suivrait de telles affaires et présenterait à la place des parties, tous les arguments propres à faire écarter les prétentions de la Régie ?

Dans son mémoire à la Cour de Cassation et dans l'Instruction 3.199, § 5, du 31 Décembre 1906 (après la victoire) l'Administration a développé sa thèse du droit global.

D'après elle, il faut distinguer les dispositions qui, par un texte formel, bénéficient d'une exemption d'impôt pour toutes sortes de raisons (utilité publique, intérêt général, elles sont énumérées au titre XIII du C. E.), et les dispositions dépendantes, qui ne sont pas sujettes à un **droit particulier** d'enregistrement, parce qu'elles se trouvent atteintes par le droit afférent à la disposition dont elles dérivent.

En application de la règle « non bis in idem », on ne pouvait pas disjoindre le faisceau des dispositions qui forment la convention unique pour soumettre chacune d'elles à un impôt distinct. On s'est contenté de frapper le groupement de ces diverses dispositions

inséparables d'un droit unique, qui est la représentation globale de tous les droits particuliers dont chacune eût été passible.

Ce droit, c'est celui de la disposition principale, c'est-à-dire la clause la plus importante, d'après la nature de l'acte ou le but poursuivi par les parties. Mais il ne s'ensuit nullement que cette disposition soit seule taxée. Il n'y a là qu'une simple disposition de tarif, qui ne touche pas au fond des choses.

A l'indivisibilité du contrat admise par le Droit Civil, doit correspondre l'indivisibilité du droit dans la Loi fiscale.

Ce n'est pas tel ou tel élément du contrat qui se trouve soumis à l'impôt, mais tous ses éléments. On ne peut ni considérer certaines dispositions comme exemptes d'impôt ni décomposer le droit unique en autant de parties qu'il existe de dispositions.

Ce droit unique embrasse et couvre tous les éléments du contrat, de telle sorte qu'aucun n'en est affranchi et que chacun est censé le supporter en entier.

Théorie très ingénieuse qui a entraîné l'adhésion de la Cour de Cassation qui, dans un arrêt de la Chambre Civile du 23 Octobre 1906 (D. 1907-1-81, S. 1909-1-105) a cassé le jugement du Tribunal de Bastia dont nous avons parlé et a fait siennes les conclusions de l'Administration.

« Attendu que la reconnaissance du futur se lie étroitement à la libéralité faite à l'occasion du mariage... et forme avec la constitution de dot l'un des éléments nécessaires et corrélatifs du contrat, lequel est soumis pour l'ensemble de ses dispositions au droit proportionnel de donation.

« Attendu que l'engagement souscrit par le père et les oncles du futur, à l'effet de garantir, le cas échéant, le retour de la dot, ne saurait en conséquence être affranchi du droit particulier de cautionnement auquel il est assujéti, indépendamment de la taxe perçue sur la convention principale. »

Par contre, bien peu d'auteurs ont accepté ce point de vue de la Régie.

On peut citer le dictionnaire des rédacteurs du Journal de l'Enregistrement qui dit (Cautionnement N° 144):-

« Cette opinion (droit particulier sur la disposition principale et pas de droit sur les dispositions dépendantes) nous paraît reposer sur une assimilation erronée de l'exemption d'un « **droit particulier** » accordé aux dispositions dépendantes, à l'immunité complète et absolue de tout impôt réservée pour les cas exceptionnels. »

Et un peu plus loin, N° 146 (l'article avait été rédigé avant l'arrêt de Cassation), « nous approuvons donc sans réserve la doctrine actuelle de l'Administration », qui s'était pourvue en Cassation contre le jugement du Tribunal de Bastia.

Malheureusement, si catégorique qu'elle soit, cette opinion n'a pas beaucoup de valeur. Le dictionnaire en question est rédigé par des fonctionnaires de l'Administration de l'Enregistrement. Peut-être est-ce la même personne qui a rédigé l'article « Cautionnement » et le mémoire de l'Administration à propos de l'arrêt qui nous intéresse ?

C'est l'Administration faisant son propre éloge.

Enfin, le traité alphabétique de Maguero, rédigé lui aussi par des fonctionnaires de l'Enregistrement, ne partage pas du tout l'opinion de l'Administration.

Au mot « **pluralité** », N° 2, après avoir exposé la théorie de la Régie, il ajoute :

« Mais il semble plus juridique de soutenir que la disposition dépendante est exempte d'impôt, et que le cautionnement y afférent ne donne également ouverture à aucun droit. »

Championnière et Rigaud eux aussi sont d'avis différents.

« Il résulte (de la Loi de Frimaire) que l'affranchissement de la disposition (cautionnée) de tout droit proportionnel entraîne celui du cautionnement » (T. II, N° 1.458) et plus loin, au Tome 4, N° 3.611 :

« Le droit de cautionnement ne peut excéder celui qui est perçu sur la disposition principale. »

L'affranchissement ne s'étend pas seulement au cas où la convention n'est passible que d'un droit proportionnel moins élevé ; mais il s'applique à ceux où cette convention ne doit que le droit fixe ou même est exempte de toute perception. Wahl, dans une note au Sirey 1909-1-105, Pilon et Allix et Lecercle combattent l'opinion de l'Administration.

SECTION II

Réfutation de la théorie du Droit global

Et, en effet, son argumentation n'est pas convaincante, car la Régie n'a pas toujours eu cette opinion. D'abord elle soutenait l'opinion qu'elle défend maintenant : (Délibération du 10 Septembre 1833) Droit global.

Puis, par une délibération du 7 Octobre 1836, elle a admis qu'il ne serait rien perçu sur le cautionnement donné par le père du futur dans le contrat de mariage, à raison de la restitution de la dot.

« Dans l'espèce, dit la délibération, la disposition que le cautionnement a pour objet, c'est la reconnaissance du futur d'avoir reçu la somme de 1.000 francs apportée par la future. Or cette reconnaissance ne donnant ouverture à aucun droit, il s'ensuit qu'il n'est rien dû non plus pour le cautionnement. »

Puis elle a repris la première opinion par une délibération du 13 Juillet 1837, l'a de nouveau abandonnée par deux délibérations des 11 et 17 Mai 1837, y est revenue (délibérations des 29 Décembre 1837 et 5 Janvier 1838), y a renoncé (Solution 25 Mai 1855) et enfin l'a adoptée d'une façon définitive (Solutions 17 Décembre 1853, 23 Février 1856, 22 Mai 1863, 12 et 23 Février 1878 et 9 Janvier 1899).

C'était à propos d'une donation par contrat de mariage, et la mère du futur a cautionné son fils pour la restitution éventuelle de la dot.

« Ce qui est frappé du droit de donation, ce n'est pas seulement la transmission de valeurs qui s'opère du donateur au donataire.

« L'obligation de restituer apparaît ici comme dépendante d'une disposition sujette à l'impôt et il n'y a pas de raison d'affranchir du droit proportionnel le cautionnement qui garantit cette obligation. Il suit de là qu'en soumettant à un droit particulier le cautionnement qui garantit à la future épouse la restitution de sa dot, on ne viole nullement le principe d'après lequel le droit de cautionnement ne peut excéder celui de la disposition garantie. Il en résulte encore que c'est au taux du droit de donation qu'il faut s'attacher exclusivement pour déterminer le maximum du droit de cautionnement exigible. » (J. E. 25.609).

Cette thèse de l'Administration, si habile qu'elle soit, est fausse et il est facile de le prouver.

Rien ne démontre que le droit unique soit la représentation globale des droits afférents aux diverses dispositions contenues dans cette convention.

L'Administration prétend que cela découle de la Loi qui dit que la disposition dépendante ne donne pas lieu à un « **droit particulier** » (art. 5 et 368, al. 2 C. E.).

Mais ce n'est pas là qu'est posé le principe des dispositions indépendantes, mais dans l'article 6.

Au surplus, c'est faire beaucoup trop d'honneur au législateur que de supposer qu'il a pu penser à ce cas particulier en rédigeant la Loi de Frimaire (art. 10 et 11 devenus les articles 5 et 6 du Code).

Il n'a pas inscrit intentionnellement l'expression « Droit particulier » dans les articles 5 et 368 puisque dans l'article 7 il écrit : « Sont affranchis de la pluralité édictée par l'article qui précède. »

Il faudrait en conclure que les dispositions dépendantes soumises au droit proportionnel le sont aussi au droit global et que les dispositions dépendantes ou indépendantes soumises au droit fixe en sont affranchies. Ce qui montre bien la fragilité de l'argument tiré de l'expression « Droit particulier ».

Au surplus, en admettant même la thèse du droit global,

comment expliquer que le droit de la disposition principale ne varie pas, alors que varie celui de la disposition dépendante.

On ne peut pas expliquer par la théorie du droit global, que le droit de la vente reste toujours le même en cas de paiement comptant ou en cas d'engagement de payer à terme — alors que le droit d'obligation est supérieur au droit de quittance.

Que la quittance soit ou non donnée dans l'acte de vente, le droit de mutation sera toujours de 13,50 %. Avec la théorie du droit global, la logique voudrait que si le Receveur perçoit 13,50 % sur une vente, lorsque la quittance du prix est contenue dans l'acte de vente, il ne perçoive que 12,50 % lorsqu'elle est donnée par acte séparé.

La seule façon de l'expliquer, c'est de dire que ni le droit d'obligation ni celui de quittance ne sont contenus dans le droit de vente, et que par conséquent au point de vue fiscal ces dispositions sont considérées comme inexistantes.

Au surplus, l'article 279 dispose que : « Lorsque l'acte renferme plusieurs dispositions opérant chacune un droit particulier, le Receveur les indiquera sommairement dans sa quittance et y énoncera distinctement la quotité de chaque droit perçu. »

Il marquera : reçu, vente : tant ; et non pas, reçu, vente et quittance du prix : tant.

Dans un dernier argument, l'Administration disait :

L'article 5 C. E. considère comme disposition dépendante l'obligation de payer le prix. Si le cautionnement d'une disposition dépendante n'était soumis à aucun droit, le cautionnement du prix serait affranchi. Or les textes du Code le mentionnent formellement. Ainsi l'article 364 pour les baux combinés avec l'article 24, § 1^{er}.

Il est facile de répondre à cet argument. Si, dans la vente (article 46 C. E.) ou les baux (art. 24, § 1^{er}, C. E.) le droit est assis sur le prix exprimé, c'est que le prix est la disposition tarifée ; cautionner le prix, c'est cautionner la disposition principale. L'obligation de payer le prix est une disposition dépendante.

Mais la clause relative à la fixation du prix n'est pas une disposition dépendante puisque c'est elle qui détermine le tarif.

En s'engageant à payer éventuellement ce prix, la caution s'engage à payer un somme sur laquelle le droit de vente ou de bail a été perçu.

Enfin, nous devons reconnaître que cette théorie du droit global viole l'article 360 C. E.

Le droit de cautionnement doit être perçu indépendamment de celui de la disposition que le cautionnement a pour objet mais sans pouvoir l'excéder.

Or, par la théorie du droit global, le maximum est calculé non plus sur le droit de la disposition cautionnée, mais d'après le droit perçu sur la convention tout entière (dans l'espèce soumise à la Cour de Cassation le maximum était calculé sur la donation, la quittance et le droit fixe du contrat) puisque le droit de la disposition dépendante est compris dans celui de la disposition principale.

Enfin, M. Cassin a proposé un dernier argument (argument d'analogie avec l'article 365 C. I. C.). Cet article dit qu'en cas de conviction de plusieurs crimes ou délits, la peine la plus forte sera seule prononcée. Doit-on déduire de là que la peine la plus faible ne le serait pas. Non, il n'y a d'exemption de peine pour aucun délit, et en droit pénal, s'il y a amnistie pour la condamnation la plus grave, la peine demeure quand même s'il y a plusieurs infractions et d'ailleurs le Parquet prend soin de faire condamner le délinquant pour chaque infraction. Par analogie, on pourrait vouloir appliquer ce système ici. Malheureusement, à l'examen, cela ne tient pas. Le raisonnement par analogie n'est pas admis en droit fiscal. Puis quand il y a plusieurs infractions, le Tribunal condamne pour chacune et ensuite prononce la confusion des peines. Le Code de l'Enregistrement ne dit pas qu'on percevra un droit sur chaque disposition et qu'on prononcera la confusion des droits, il dit qu'on percevra un seul droit, celui de la disposition principale.

Mais, et M. Cassin l'admet lui-même, on ne peut concilier cette

thèse du Droit pénal avec le fait que la disposition principale n'est pas toujours celle qui est soumise au droit le plus élevé (nous avons rejeté cette prétention de l'Administration de considérer comme disposition principale celle qui est soumise au droit le plus élevé).

On ne peut davantage tirer argument du nouvel article 7. Le fait qu'on perçoit le droit le plus fort ne prouve rien ; dans un souci de simplification et de réduction des frais, le législateur a permis de ne percevoir qu'un seul droit fixe, mais le plus élevé, lorsque l'acte comportait plusieurs dispositions soumises au droit fixe. Il a permis ainsi de ne pas percevoir les droits fixes lorsque l'acte contient des dispositions soumises au droit proportionnel avec conditions que le droit fixe le plus élevé serve de minimum de perception. C'est uniquement pour éviter des fraudes ; au surplus, le nouvel article 7 ne prête pas à discussion puisqu'il déclare que si dans un acte il n'y a que des dispositions soumises au droit fixe, on ne percevra que le droit le plus élevé. Il précise que les autres dispositions **sont affranchies** de droits.

Toutes ces objections montrent le peu de valeur de la théorie du droit global. Malheureusement, l'Administration est arrivée à l'imposer à la Cour de Cassation et nous ne pouvons que nous incliner.

Nous n'avons pas comme l'Administration la possibilité de faire voter un texte de loi pour anéantir une jurisprudence qui nous est contraire. Et pourtant ces lois sont votées par le Parlement où siègent nos représentants, c'est-à-dire des hommes élus pour défendre nos intérêts même contre l'Administration de l'Enregistrement.

CONCLUSION

La théorie des dispositions dépendantes et indépendantes est maintenant bien établie.

On peut en citer pour preuve le nombre de plus en plus faible d'arrêts et de jugements sur cette question, rapportés dans les recueils Sirey et Dalloz.

Le décret-loi du 30 Octobre 1935, qui est la conclusion d'une réforme en cours depuis longtemps, a réformé certaines conséquences fâcheuses de la théorie et a supprimé des causes de contestations entre les contribuables et l'Administration représentée par des agents maladroitement zélés.

L'Administration et la jurisprudence ici sont d'accord.

Il est regrettable que quelquefois, pour déterminer la disposition principale, l'Administration se laisse encore guider par des différences de tarifs, et n'emploie pas de moyens plus juridiques.

La thèse du droit global est, elle aussi, regrettable. Elle n'a été inventée que pour prendre aux redevables 0 fr. 75 % de plus sur certains contrats.

Mais à part ces petites ombres au tableau, la théorie des dispositions dépendantes et indépendantes, telle qu'elle est, forme un tout, se déroule logiquement, et il serait fâcheux d'y retoucher.

Vu : le Président de Thèse,
HAMEL.

Vu : le Doyen,
Edgard ALLIX.

Vu et permis d'imprimer :
le Recteur de l'Académie de Paris,
ROUSSY.

BIBLIOGRAPHIE

Traités

- ALLIX et LECERCLE. — Les droits d'Enregistrement, théorique et pratique. — 1 vol. Paris 1933.
- CHAMPIONNIERE et RIGAUD. — Traité des droits d'Enregistrement. — 6 vol. Paris 1835 et 1851.
- DEMANTE. — Exposition raisonnée des principes de l'Enregistrement. — 2 vol. Paris 1888-90.
- GOTHOT. — Les droits d'Enregistrement. — 1 vol. Liège 1926.
- MINISTERE DES FINANCES. Centre des Surnuméraires. — Les droits d'Enregistrement. — 1 vol. Bordeaux 1933.
- NAQUET. — Traité théorique et pratique des droits d'Enregistrement. — 3 vol. Paris 1899.
- NAQUET. — Traité des droits de Timbre. — 1 vol. Paris 1894.
- PILON. — Principes et technique des droits d'Enregistrement. — 1 vol. Paris 1929.
- WALH. — Traité de droit fiscal. — 3 vol. Paris 1902-03.

Cours

- CASSIN. — Cours d'Enregistrement. — Paris 1932-33.
- HAMEL. — Cours d'Enregistrement. — Paris 1935-36.

Thèse

PETIT. — Des dispositions dépendantes en matière d'Enregistrement. — Paris 1886.

Dictionnaires

DALLOZ. — Répertoire de législation, doctrine et jurisprudence. — Tomes 21 et 22. Paris 1849-50. — Supplément Tome 7. Paris 1891.

GARNIER. — Répertoire général et raisonné de l'Enregistrement, des Contributions Directes, des Domaines, du Timbre et des Hypothèques, entièrement refondu. — 3 vol. Paris 1927.

MAGUERO. — Traité alphabétique des droits d'Enregistrement, de Timbre et des Hypothèques. — 5 vol. Paris 1928-30.

REDACTEURS DU J. E. — Dictionnaire des droits d'Enregistrement, de Timbre, de Greffe et d'Hypothèque. — 5 vol. Paris 1907-1911.

Périodiques

DALLOZ. — Jurisprudence générale.

DALLOZ. — Recueil hebdomadaire.

SIREY. — Recueil de jurisprudence.

Journal de l'Enregistrement et des Domaines.

Revue de l'Enregistrement des Hypothèques et du Timbre.

Instructions de l'Administration de l'Enregistrement..

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	5
CHAPITRE I. — Distinction des dispositions dépendantes et indépendantes	7
Section I. — Enregistrement	13
1. Opinion des auteurs	15
2. Opinion de l'administration	18
3. La jurisprudence	21
4. La formule proposée	25
Section II. — Timbre	27
1. Le principe	27
2. Les exceptions	31
CHAPITRE II. — Etude de quelques cas particuliers	39
I. Marchés de travaux	39
II. Délégations	44
III. Condamnations nécessaires	47
IV. Partage	49
CHAPITRE III. — La disposition principale	57
Section I. — Les théories élaborées par la Régie	61
1. Le droit le plus élevé	61
2. Le droit sur la disposition la plus importante	66
Section II. — Comment faut-il envisager cette question?	69
1. Acte qualifié par les parties	69
2. Acte non qualifié	72

